



CAPSSA

# **RAPPORT SUR LA SOLVABILITE DE L'EXERCICE 2016**



**Caisse de prévoyance  
des agents de la Sécurité Sociale et assimilés  
2 ter, boulevard Saint-Martin  
75010 PARIS**

Rapport au Superviseur et au Public

## Contenu

<b>SYNTHESE .....</b>	<b>4</b>
<b>1. ACTIVITE ET RESULTATS .....</b>	<b>5</b>
1.1. ACTIVITE .....	5
1.1.1. STATUT ET CADRE JURIDIQUE .....	5
1.1.2. OBJECTIFS & POSITIONNEMENT .....	5
1.2. RESULTATS DE SOUSCRIPTION .....	6
1.2.1 EVOLUTIONS DES COTISATIONS ET DES CHARGES DE PRESTATIONS .....	6
1.2.2 EVOLUTIONS DES CHARGES DE PROVISIONS.....	7
1.2.3 COMPTES DE RESULTATS TECHNIQUES .....	8
1.2.4 RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES.....	10
1.3. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS .....	10
<b>2. SYSTEME DE GOUVERNANCE .....</b>	<b>13</b>
2.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE .....	13
2.1.1. LE DISPOSITIF .....	13
2.1.2. LES DELEGATIONS DE RESPONSABILITES .....	20
2.1.3. CHANGEMENTS IMPORTANTS DU SYSTEME DE GOUVERNANCE .....	20
2.1.4. INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE ET LES PRATIQUES DE REMUNERATION APPLICABLES AUX MEMBRES DE L'OAGC ET AUX SALAIRES : .....	20
2.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE .....	22
2.2.1. PERSONNES CONCERNEES DANS L'INSTITUTION.....	22
2.2.2. APPRECIATION DE LA COMPETENCE ET DE L'HONORABILITE DES ADMINISTRATEURS.....	22
2.2.4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET PERSPECTIVES .....	24
2.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES.....	24
2.3.1. ORGANISATION DE LA FONCTION .....	24
2.3.2. DESCRIPTION DU SYSTEME DE GESTION DES RISQUES.....	24
2.3.3. FOCUS SPECIFIQUE SUR DIFFERENTS RISQUES.....	26
2.3.4. PROCESSUS D'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE (ORSA) .....	27
2.4. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE .....	29
2.4.1 DESCRIPTION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE.....	29
2.4.2 SYNTHSE DES MISSIONS ACCOMPLIES.....	30
2.4.3 CONFORMITE DES ACTIVITES DE L'INSTITUTION.....	31
2.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE .....	32
2.5.1. ACTIVITE DE L'AUDIT INTERNE LORS DE L'EXERCICE 2016 .....	32
2.5.2. MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE .....	32
2.5.3. INDEPENDANCE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE.....	33
2.5.4. DESCRIPTION DE LA POLITIQUE D'AUDIT INTERNE .....	33
2.5.5. DESCRIPTION DU PLAN D'AUDIT INTERNE .....	33
2.6. FONCTION ACTUARIELLE.....	34
2.6.1. STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FONCTION ACTUARIELLE.....	34
2.6.2. REALISATION 2016 ET PERSPECTIVES 2017 .....	34
2.7. SOUS-TRAITANCE .....	35
2.8. EVALUATION DE L'ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE A LA NATURE, L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITE DES RISQUES DE L'ENTREPRISE.....	37
<b>3. PROFIL DE RISQUE .....</b>	<b>38</b>
3.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION .....	39

<b>3.1.1. ANALYSE DES RISQUES DE SOUSCRIPTION .....</b>	<b>39</b>
<b>3.2. RISQUE DE MARCHÉ .....</b>	<b>40</b>
<b>3.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE MARCHÉ.....</b>	<b>40</b>
<b>3.3. RISQUE DE CREDIT .....</b>	<b>41</b>
<b>3.3.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT.....</b>	<b>41</b>
<b>3.4. RISQUE DE LIQUIDITE .....</b>	<b>41</b>
<b>3.5. RISQUE OPERATIONNEL.....</b>	<b>42</b>
<b>3.5.1. STRUCTURATION DE LA GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS .....</b>	<b>42</b>
<b>3.5.2. SITUATION A FIN 2016 ET PERSPECTIVES 2017 .....</b>	<b>43</b>
<b>3.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS .....</b>	<b>45</b>
<b>3.7. AUTRES INFORMATIONS.....</b>	<b>46</b>
<b>3.7.1. EXPOSITIONS HORS BILAN.....</b>	<b>46</b>
<b>3.7.2. DESCRIPTION DES « STRESS TESTS » EFFECTUES DANS LE CADRE DE L'ORSA EN 2016.....</b>	<b>47</b>
<b>4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE.....</b>	<b>51</b>
<b>4.1. ACTIFS .....</b>	<b>51</b>
<b>4.1.1. CLASSEMENT .....</b>	<b>51</b>
<b>4.1.2. VALORISATION .....</b>	<b>52</b>
<b>4.1.3. EVOLUTION DE LA VALORISATION PRUDENTIELLE.....</b>	<b>52</b>
<b>4.2. PROVISIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>52</b>
<b>4.2.1. CLASSEMENT DES PROVISIONS .....</b>	<b>52</b>
<b>4.2.2. HYPOTHESES ET VALORISATION.....</b>	<b>53</b>
<b>4.2.3. PRISE EN COMPTE DE MESURES SPECIFIQUES SOLVABILITE 2 .....</b>	<b>54</b>
<b>4.2.4. CALCUL DE LA MARGE POUR RISQUE.....</b>	<b>54</b>
<b>4.2.5. EVOLUTION DE LA VALORISATION PRUDENTIELLE.....</b>	<b>54</b>
<b>4.3. AUTRES PASSIFS.....</b>	<b>55</b>
<b>4.4. METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES.....</b>	<b>55</b>
<b>5. GESTION DU CAPITAL .....</b>	<b>56</b>
<b>5.1. FONDS PROPRES ADMIS EN COUVERTURE .....</b>	<b>56</b>
<b>5.2. CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS.....</b>	<b>57</b>
<b>5.2.1. SCR, MCR ET RATIOS DE COUVERTURE .....</b>	<b>57</b>
<b>5.2.2. DECOMPOSITION DU SCR PAR MODULE DE RISQUE AU 31 DECEMBRE 2016 .....</b>	<b>59</b>
<b>5.2.3. DECOMPOSITION DU SCR PAR MODULE DE RISQUE AU 31 DECEMBRE 2015 .....</b>	<b>60</b>
<b>5.2.4. EVOLUTION DES COMPOSANTES DU SCR .....</b>	<b>61</b>
<b>5.2.5. EXPLICATION DES EVOLUTIONS DES COMPOSANTES DU SCR .....</b>	<b>61</b>
<b>5.3. NON-RESPECT DU MCR ET DU SCR .....</b>	<b>65</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>66</b>
<b>ANNEXE 1 EXTRAIT DU REGISTRE DES RISQUES A FIN 2016.....</b>	<b>67</b>
<b>ANNEXE 2 ETATS DE REPORTINGS ANNUELS PRODUITS.....</b>	<b>74</b>

## Synthèse

L'Institution, à l'instar des autres institutions de Prévoyance, est entrée de plain-pied dans le nouveau régime prudentiel lié à la directive européenne Solvabilité 2 à compter du 1er janvier 2016.

Forte d'une préparation anticipée sur l'ensemble des nouveaux domaines créé par la Directive, l'Institution a déployé tous les moyens nécessaires au fonctionnement du nouveau régime prudentiel en 2016.

Ainsi la gouvernance de l'Institution a été modifiée pour intégrer les composantes décisionnelles majeures définies par la Directive que sont les travaux liés au pilotage des risques d'assurance.

Le Conseil d'administration aura maintenu un rythme soutenu de séances, comme en 2015, pour lui permettre d'analyser et de statuer sur la stratégie de l'entreprise dans ce contexte.

L'entrée dans le régime Solvabilité 2 s'est ainsi accompagnée, dans le prolongement des exercices de préparation des années antérieures, de la production du rapport sur le bilan d'ouverture Solvabilité 2, permettant au Conseil d'administration d'en appréhender les principaux paramètres. De plus le processus « ORSA » dédié à l'évaluation des risques et de la solvabilité lui aura permis d'apprécier, au vu de ses orientations stratégiques, l'impact sur la solvabilité de l'entreprise, de valider l'exposition et l'appétence aux risques de l'Institution.

Forte de ses nouvelles prérogatives, la gouvernance de l'entreprise s'est vue renforcée en 2016 par la nomination d'un deuxième dirigeant effectif (Directeur Général Délégué) répondant ainsi aux orientations de l'Autorité de Contrôle Prudentielle et de Résolution. Les détenteurs des fonctions clés exercent leurs prérogatives sur la mesure et la surveillance des risques de l'institution dans le cadre des textes de référence.

La prise en compte d'une nouvelle réforme des retraites à horizon 2019, ayant pour conséquence un accroissement des engagements d'assurance pour l'institution, aura été modélisée en 2018 tout en prenant en compte la situation exceptionnelle de baisse des taux. Les marchés financiers auront été particulièrement surveillés par le Conseil d'administration, de par la réactivité de production des reporting.

La Solvabilité de l'institution, valorisée au 31 décembre 2016 est particulièrement stable et démontre que le régime de prévoyance est solide notamment aux chocs modélisés et aux scénarios de tests retenus.

La dynamique créée à l'occasion de l'entrée dans le nouveau régime prudentiel se poursuit en 2017 par le renforcement de la gestion des risques : les travaux prospectifs et la surveillance permanente des risques majeurs.

# 1. ACTIVITE ET RESULTATS

## 1.1. Activité

### 1.1.1. Statut et Cadre juridique

La Caisse de Prévoyance des Agents de la Sécurité Sociale et Assimilés (CAPSSA) est une Institution de prévoyance régie par le Code de la sécurité sociale.

Elle fonctionne en conformité avec les dispositions du Titre III du Livre IX du dit code.

Elle est autorisée à fonctionner en application de l'article L.931-4 du Code de la sécurité sociale, par arrêté ministériel en date du 20 juillet 1994.

L'autorité chargée du contrôle de l'Institution est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, sise 61, rue TAITBOUT à 75009 PARIS.

Les comptes de l'Institution sont audités par le Cabinet Deloitte & Associés situé 185 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92), représenté par Philippe Soumah, Associé.

### 1.1.2. Objectifs & Positionnement

L'Institution a pour objet d'assurer à ses membres participants des prestations s'ajoutant à celles accordées par la législation du régime général de la sécurité sociale, notamment celles prévues par le régime de prévoyance mis en place par l'UCANSS et les organisations syndicales nationales.

L'Institution assure le régime de prévoyance des organismes de Sécurité Sociale et Assimilés. Celui-ci mis en place par un accord collectif du 24 Décembre 1993, a été modifié par le protocole de 1998 lui-même amendé en 2004, 2010 et 2011. Il offre des garanties décès et après-décès ainsi qu'invalidité aux salariés relevant de cet accord.

Ainsi, l'Institution a des agréments pour les branches d'activité 2 « maladie » et 20 « vie décès ». Elle exerce son activité en France métropolitaine et dans les DOM-COM.

L'Institution est désignée sur le régime de prévoyance des organismes de Sécurité Sociale et Assimilés, jusqu'en janvier 2018. A ce titre, elle n'est pas dans un environnement concurrentiel. Néanmoins, elle devra se conformer à la réglementation en vigueur au titre des recommandations. A cet effet, une clause de revoyure est prévue courant 2017.

De par son positionnement et son activité, les résultats de l'Institution sont impactés par l'évolution :

- de la population des organismes de sécurité sociale et de la masse salariale associée ;
- de la sinistralité de la population assurée (taux d'entrée en invalidité, taux de mortalité) ainsi que de la longévité des prestataires ;
- des marchés financiers et principalement des taux d'intérêts ;
- de l'environnement réglementaire et fiscal.

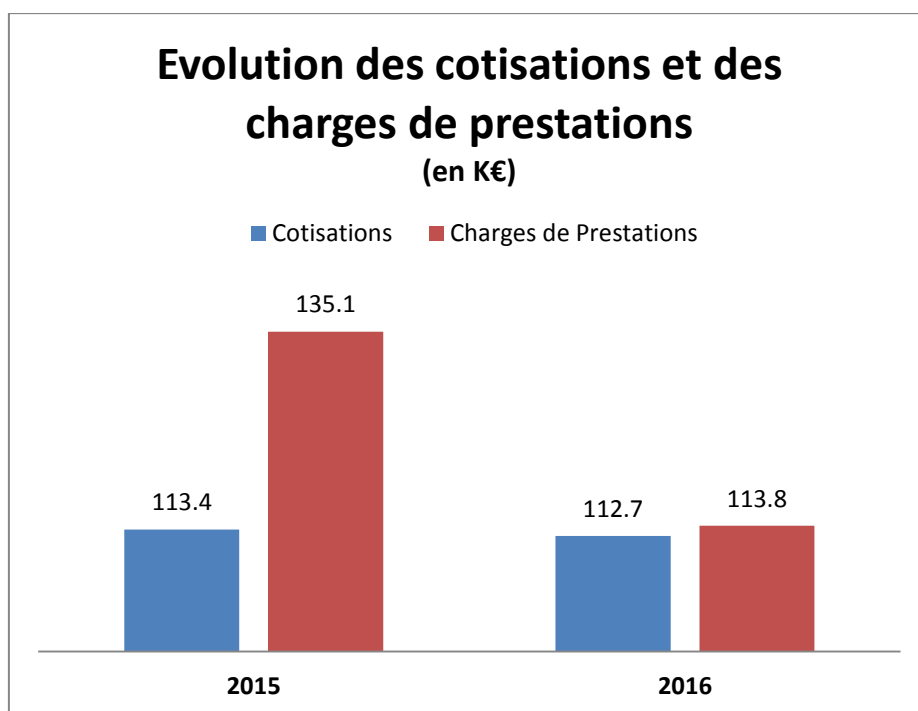
## 1.2. Résultats de souscription

### 1.2.1 Evolutions des cotisations et des charges de prestations

L'année 2016 est marquée par une stabilité des cotisations et par une baisse de 15,8 % des charges de prestations d'assurance. Cette baisse s'explique par une modification de structure de la population indemnisée au titre de l'invalidité (baisse du nombre de dossier et individus entrant plus tardivement dans le risque). Cette évolution conduit à une baisse des charges de provisions pour cette garantie.

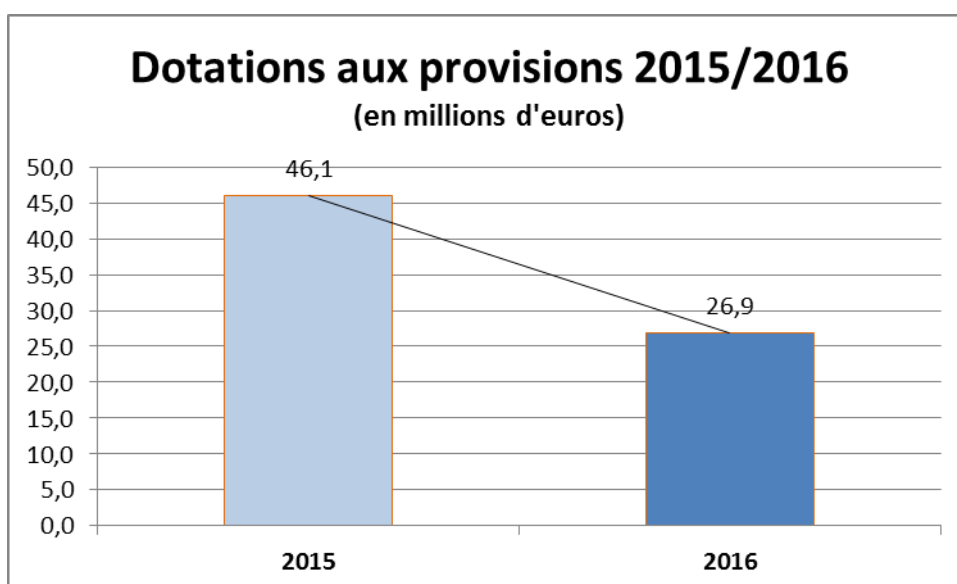
#### Evolution des cotisations et des charges de prestations (en K €)

	2015	2016	2016-2015	△ (+/-)
<b>Cotisations</b>				
Décès	23,8	23,6	-0,2	-0,84%
Frais d'obsèques	1,1	1,1	0	0,00%
Rentes de conjoints survivants	22,7	22,6	-0,1	-0,44%
Rente Education	6,2	6,2	0	0,00%
Pension d'invalidité	59,6	59,2	-0,4	-0,67%
<b>Total</b>	<b>113,4</b>	<b>112,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,62%</b>
<b>Prestations</b>				
Décès	18,9	21,1	2,2	11,64%
Frais d'obsèques	0,7	0,8	0,1	14,29%
Rentes de conjoints survivants	29,6	28,9	-0,7	-2,36%
Rente Education	6,8	4,1	-2,7	-39,71%
Pension d'invalidité	79,1	58,9	-20,2	-25,54%
<b>Total</b>	<b>135,1</b>	<b>113,8</b>	<b>-21,3</b>	<b>-15,77%</b>
<b>Evolution Cotisations-Charges de Prestations</b>				
	2015	2016		0,05%
Cotisations	113,4	112,7	-0,7	-0,62%
Charges de Prestations	135,1	113,8	-21,3	-15,77%
<b>Marge brute technique</b>	<b>-21,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>20,6</b>	<b>-94,93%</b>



## 1.2.2 Evolutions des charges de provisions

L'année 2016 est caractérisée par une baisse de la charge des provisions à constituer en comparaison avec 2015.



La baisse des charges de dotations aux provisions provient de la reprise de provisions mathématiques relatives à l'invalidité en 2016 (reprise de 7,5 M€ pour une dotation de 15,9 M€ en 2015). Cette reprise est la conséquence de la modification des engagements constatés pour la population « invalides » cf.1.2.1

## Provisions techniques brutes

En M€

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	2015/2014	△(+/-)	2016/2015	△(+/-)
<b>Provisions mathématiques</b>							
Non vie (invalidité)	321,6	337,5	330,0	15,9	5,0 %	-7,5	-2,2 %
Vie	383,4	407,3	429,8	23,9	6,2 %	22,5	5,5 %
<b>Provisions pour sinistre à payer</b>							
Non vie (invalidité)	13,8	14,3	20,0	0,5	3,7 %	5,6	39,1 %
Vie	28,1	33,8	40,1	5,7	20,3 %	6,3	18,5 %
<b>Total</b>	<b>746,9</b>	<b>793,0</b>	<b>819,9</b>	<b>46,1</b>	<b>6,2 %</b>	<b>26,9</b>	<b>3,4 %</b>

Les dotations aux provisions 2016 sont également caractérisées par :

- une situation quasi identique de baisse des taux techniques vie et non vie entre 2015 et 2016
  - Ainsi la baisse des taux techniques non vie de 45 pdb, à 0,51 %, conduit à un renforcement des provisions de + 10,3 M€ (pour une baisse de 52 pdb, à 0,96 %, en 2015 +11,2 M€)
  - La baisse de taux techniques vie de 25 pdb, à 0,25 %, conduit à un renforcement des provisions de 12,7 M€ (pour une baisse de 25 pdb, à 0,50 %, en 2015 + 11,9 M€)
- une réintégration à hauteur de 1,67 M€ au titre des capitaux décès inscrits au fonds social dans le cadre de la loi Eckert
- Une prise en compte d'un départ à retraite plus tardif pour les prestataires d'une pension d'invalidité de plus de 62 ans à la date d'inventaire (+1,2 M€)

## 1.2.3 Comptes de résultats techniques

Comptes de résultat techniques 2014-2016						
Opérations nettes VIE			Exercices			
En K€	2014		2015		2016	
Cotisations	46 950		53 911		53 573	
Produits net des placements	9 125		10 617		11 079	
Autres produits techniques	69		8		10	
Charges des sinistres dont provisions	- 19 407	-	33 083	-	33 339	-
Charge des provisions d'assurance vie	- 33 107	-	23 925	-	22 504	-
Frais d'administration	- 449	-	431	-	405	-
Charge des placements	- 2 714	-	4 037	-	3 571	-
Autres charges techniques	- 601	-	626	-	653	-
<b>Résultat technique VIE</b>	<b>- 134</b>		<b>2 434</b>		<b>4 190</b>	
Opérations nettes NON-VIE			Exercices			

En K€	2014		2015		2016	
<i>Cotisations</i>		66 815		59 586		59 212
<i>Autres produits techniques</i>		2		2		-
<i>Produits des placements alloués</i>		5 226		5 249		5 591
<i>Charge des sinistres dont provisions</i>	-	63 990	-	64 105	-	67 371
<i>Charge des provisions d'assurance vie</i>	-	10 994	-	15 930		7 508
<i>Frais d'administration</i>	-	659	-	619	-	571
<i>Autres charges techniques</i>	-	659	-	687	-	715
<b>Résultat technique NON-VIE</b>	-	<b>4 261</b>	-	<b>16 504</b>		<b>3 654</b>

La baisse des charges de provisions techniques non vie, associée à l'amélioration du résultat financier alloué génère la progression du résultat technique vie de 2,4 M€ à 4,1 M€ en 2016.

L'évolution favorable des charges de provisions en 2016 expliquent principalement l'évolution du résultat des opérations non-vie (-16,5 M€ en 2015 pour un résultat de + 3,6 M€ en 2016) ainsi qu'une amélioration des produits des placements alloués.

Comptes non techniques 2014-2016						
En K€	2014		2015		2016	
<b>Résultat technique VIE (1)</b>	-	<b>134</b>		<b>2 434</b>		<b>4 190</b>
<b>Résultat technique NON-VIE (2)</b>	-	<b>4 261</b>	-	<b>16 504</b>		<b>3 654</b>
<i>Revenus des placements</i>		6 413		8 015		6 536
<i>Autres produits des placements</i>		2 462		1 591		3 449
<i>Plus-values réalisées</i>		2 292		2 631		2 176
<b>Produits nets des placements</b>		<b>11 167</b>		<b>12 237</b>		<b>12 161</b>
<i>Frais de gestion int. et ext. des placements</i>	-	363	-	350	-	308
<i>Autres charges des placements</i>	-	2 958	-	4 303	-	3 036
<i>Pertes sur réalisation des placements</i>					-	577
<b>Charge des placements</b>	-	<b>3 321</b>	-	<b>4 653</b>	-	<b>3 921</b>
<b>Prod. des plts transférés au compte technique non-vie</b>	-	<b>5 226</b>	-	<b>5 249</b>	-	<b>5 591</b>
<b>Autres produits non techniques</b>		<b>440</b>		<b>668</b>		<b>361</b>
<b>Autres charges non techniques</b>	-	<b>295</b>	-	<b>324</b>	-	<b>230</b>
<i>Produits exceptionnels</i>						-
<i>Charges exceptionnelles</i>	-	15	-	27	-	2
<b>Résultats Exceptionnel</b>	-	<b>15</b>	-	<b>27</b>	-	<b>2</b>
<i>Impôt sur les sociétés</i>		-		-	-	1 402

<b>Résultat des opérations non techniques (3)</b>	<b>2 750</b>	<b>2 652</b>	<b>1 376</b>
<b>Résultat de l'exercice (1+2+3)</b>	<b>- 1 645</b>	<b>- 11 418</b>	<b>9 220</b>

Le résultat de l'exercice 2016 (+9,22 M€) est donc explicité par :

- une réduction des charges de provisions techniques entre 2015 et 2016 notamment pour les opérations non-vie principalement due à l'évolution de la population indemnisée et ce dans un contexte de baisse des taux techniques vie et non-vie quasiment identique à 2015.
- à l'amélioration du résultat financier cf. partie 1.3.

## 1.2.4 Résultats des 5 derniers exercices

<b>Résultat des 5 derniers exercices (en K€)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<i>Postes</i>					
<i>Cotisations brutes de réassurance</i>	113 155	114 149	113 765	113 497	112 785
<i>Charges de Prestations</i>	- 134 730	- 105 413	- 125 655	- 135 198	- 113 895
<b>MARGE APRES DOTATION AUX PROVISIONS TECHNIQUES</b>	<b>- 21 575</b>	<b>8 736</b>	<b>- 11 890</b>	<b>- 21 701</b>	<b>- 1 110</b>
<i>Autres produits non techniques</i>	334	242	440	668	361
<i>Autres charges non techniques</i>	- 234	- 233	- 295	- 324	- 230
<b>Résultat financier</b>	<b>13 896</b>	<b>5 222</b>	<b>14 257</b>	<b>14 164</b>	<b>15 748</b>
Frais de gestion	- 3 289	- 3 997	- 4 142	- 4 198	- 4 146
Résultat exceptionnel	- 60	10	- 15	- 27	- 1
Impôt sur les revenus financiers	- 12	- 852	-	-	- 1 402
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>- 10 940</b>	<b>9 128</b>	<b>- 1 645</b>	<b>- 11 418</b>	<b>9 220</b>

## 1.3. Résultats des investissements

### 1.1.1 Résultats des investissements

Le résultat financier issu de la gestion des actifs financiers de l'Institution est de :

**15 748 K€ en 2016**

**14 165 K€ en 2015**

Le résultat 2016 se décompose ainsi :

<b>RESULTAT FINANCIER (en K€)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Revenus des placements immobiliers	141	293
Revenus des autres placements (obligations)	2 052	1 861
Livret Institutionnel	1 392	640
Produits d'autres placements (OPCVM)	5 135	4 158
Décote sur obligations	11	2
Autres revenus (FCPI, OPCI)	11 152	9 695
Reprise sur provisions	2 972	6 591
<b>TOTAL PRODUITS DES PLACEMENTS</b>	<b>22 855</b>	<b>23 240</b>
Frais de gestion interne des placements	238	241
Frais de gestion externe des placements	354	289
Charges des placements immobiliers	250	270
Frais de gestion mandat obligataire	35	12
Charge de cession sur titre	0	1 103
Commissions de souscription	84	44
Surcote d'obligations	190	66
Dotation aux provisions pour dépréciation	7 539	5 467
<b>TOTAL FRAIS FINANCIERS</b>	<b>8 690</b>	<b>7 492</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>14 165</b>	<b>15 748</b>

- Le résultat est en progression entre 2015 et 2016 de + 11,18 % (+ 1,583 M€)

Cette évolution provient :

- D'une augmentation de 1,68 % des produits des placements comptabilisés compte tenu de l'évolution des marchés en lien avec la politique de placement de l'Institution
- D'une diminution de la charge des placements de 13,79 %

Cette diminution de la charge des placements s'expliquant par une baisse significative de la dotation aux provisions pour dépréciation.

Catégorie de titres	Dotations aux provisions	Reprise aux provisions	Impact résultat 2016	Impact résultat 2015
FCPI	4 559	3 069	-1 490	-3 757
OPCVM	908	3 275	2 367	-222
Obligations	0	247	247	-589
<b>Total</b>	<b>5 467</b>	<b>6 591</b>	<b>1 124</b>	<b>-4 568</b>

La reprise des provisions et la dotation aux provisions pour 2016 impacte le résultat financier de 1,124 M€, contrairement en 2015 (impact de -4,568 M€) traduisant une meilleure situation des titres de l'Institution au 31 décembre 2016 sur les marchés financiers.

- Le portefeuille se répartit de la façon suivante :

Structure des placements 2015 -2016 (en K€)	2015	2016	△16/15	Répartition 2015	Répartition 2016
<i>En valeur d'acquisition net de frais d'achat</i>					
OPCVM Monétaires	526 028	675 025	148 997	55 %	67 %
OPCVM Actions	60 415	92 126	31 711	6 %	9 %
FPCI non cotés (Private Equity)	67 217	81 508	14 291	7 %	8 %
Obligations	43 278	46 055	2 777	5 %	5 %
OPCVM Obligataires	37 430	35 450	- 1 980	4 %	4 %
Part de FCT (Fonds commun de titrisation)	16 991	16 621	- 370	2 %	2 %
OPCI (placement collectif en immobilier)	18 644	15 781	- 2 863	2 %	2 %
Fonds en dépôt sur livret d'épargne institutionnel	160 497	10 640	- 149 857	17 %	1 %
OPCVM de trésorerie dynamique	11 166	8 884	- 2 282	1 %	1 %
Obligations Convertibles	5 000	5 000	-	1 %	0 %
OPCVM de gestion alternative	2 093	2 094	1	0 %	0 %
Placement immobiliers	12 664	12 816	152	1 %	1 %
Autres prêts et assimilés	16	8	- 8	0 %	0 %
<b>Total</b>	<b>961 439</b>	<b>1 002 008</b>	<b>40 569</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

La politique des placements de l'Institution « en personne prudente » est caractérisée par une part majoritaire du portefeuille dans des fonds prudents. Ainsi en 2016 les actifs monétaires sans risque représentent 68 % des placements du portefeuille

La structure de ce portefeuille n'a pas connu d'évolution significative entre 2015 et 2016.

- La répartition en valeur de marché :

Répartition des placements en valeur de marché 2015			Répartition des placements en valeur de marché 2016		
	En K€	En %		En K€	En %
Fonds Alternatifs	2 079	0,2 %	Fonds Alternatifs	1 911	0,2 %
Trésorerie Dynamique	11 663	1,2 %	Trésorerie Dynamique	9 068	0,9 %
Actifs immobiliers	29 511	3,0 %	Actifs immobiliers	46 271	4,6 %
Private Equity	72 617	7,3 %	Private Equity	72 057	7,1 %
Actions	84 598	8,6 %	Actions	88 049	8,7 %
Obligations & FCT	101 928	10,3 %	Obligations & FCT	110 863	10,9 %
Monétaires Euros	686 527	69,4 %	Monétaires Euros	685 660	67,6 %
<b>Total</b>	<b>988 923</b>	<b>100,0 %</b>	<b>Total</b>	<b>1 013 878</b>	<b>100,0 %</b>

La valorisation du portefeuille en valeur de marché montre une structure identique, avec une stabilité tant dans la répartition des actifs ainsi que la stabilité de leur valorisation.

- Le rendement des actifs

Le rendement comptable des actifs (sans prise en compte des plus-values latentes du portefeuille) :

	2014	2015	2016
Taux de rendement des actifs	1,60 %	1,53 %	1,64 %

Les taux rendement constatés évoluent peu sur la période, traduisant la structure stable et prudente du portefeuille par la prédominance des actifs sans risque.

- Les plus-values latentes

Ces dernières s'établissent au 31 décembre 2016 à 30,294 M€ pour 33,498 M€ au 31 décembre 2015

## 2. SYSTEME DE GOUVERNANCE

### 2.1. Informations générales sur le système de gouvernance

#### 2.1.1. Le Dispositif

Le dispositif actuel repose sur l'organisation décrite ci-après.

##### ***a- Le Conseil d'administration***

##### ***a-1- Composition :***

La gouvernance de l'Institution est assurée par un conseil paritaire composé de vingt membres comprenant :

- un collège de dix administrateurs titulaires et de dix administrateurs suppléants représentant le collège employeur,
- un collège de dix administrateurs titulaires et de dix administrateurs suppléants représentant le collège salarié, à raison de deux titulaires et de deux suppléants par Fédération Syndicale Nationale.

Il élit un Président et un Vice-Président pour un mandat de deux ans par alternance entre les deux collèges.

##### ***a-2- Attributions :***

Conformément à l'article R 931-3-11 du Code de la sécurité sociale, le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité et veille à leur mise en œuvre.

Ainsi, il :

- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Institution,
- nomme en son sein une ou plusieurs commissions,
- détermine les orientations de la politique d'action sociale,
- arrête le budget, les comptes et le rapport de gestion,
- nomme, révoque le Directeur Général ainsi que le Directeur Général Délégué (sur proposition du Directeur Général) et détermine leurs rémunérations et les modalités de leurs contrats de travail le cas échéant,
- définit les cas dans lesquels les dirigeants effectifs (Directeur Général et Directeur Général Délégué) sont absents ou empêchés de manière à garantir la continuité de la direction effective de l'Institution,
- autorise les conventions visées à l'article R. 931-3 -24 du CSS,
- autorise les cautions, avals et garanties données dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur,
- délibère annuellement sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale,
- procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns, etc.

#### a-3- Convocations et informations des Administrateurs :

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation adressée par le Président ou, en cas d'empêchement, par le Vice-Président.

Les Administrateurs reçoivent les documents et informations nécessaires à leur mission au moins dix jours avant la date prévue pour la tenue de la réunion.

Ils reçoivent aussi régulièrement les informations importantes concernant l'Institution.

#### a-4- Réunions et délibérations :

Il se réunit au minimum 3 fois par année civile conformément l'article 10 des statuts.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de quatre mois, des administrateurs constituant le tiers du Conseil d'administration peuvent demander au Président de convoquer le Conseil en indiquant l'ordre du jour de la séance. Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Il délibère annuellement et impérativement sur les thèmes suivants : approbation des procès-verbaux, budget de l'année N+1, arrêté des comptes annuels, évaluation annuelle, etc.

A l'issue de chaque réunion, un procès-verbal est établi et adressé aux administrateurs au plus tard lors de l'envoi des convocations à la séance suivante, sauf dans le cas de deux réunions rapprochées.

Après approbation par le Conseil d'administration, les procès-verbaux sont signés par le Président et le Vice-Président et consignés sur un registre spécial coté et paraphé, tenu au siège de l'Institution.

#### a-5- Travaux :

Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'administration s'est réuni sept fois. Les principaux travaux du Conseil au cours dudit exercice :

- Approbation des procès-verbaux de chaque Conseil d'administration et prise de connaissance des relevés de conclusions du Bureau et du Comité d'Audit ;
- Arrêté des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne et des placements financiers de l'exercice 2015 ;
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2015 ;
- Etude de la situation comptable du 1<sup>er</sup> semestre 2016 ;
- Proposition d'admission en non-valeur et ratification de la liquidation des dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement ;
- Validation des mises à jour des politiques, des rapports ORSA et la fonction actuarielle et du bilan d'ouverture 2016 ;
- Désignation du DGD ;
- Réflexion sur la revalorisation des prestations ;
- Approbation du budget 2017 ;
- Examens de la situation des placements.

#### **b- Le Bureau**

##### b-1- Composition :

Il est composé à parité d'un représentant par Fédération Syndicale et d'autant de représentants du collège « Employeur », membres du Conseil d'administration, soit au total 10 membres dont le président et le vice-président.

##### b-2- Attributions :

Le Bureau prépare les réunions du Conseil d'administration. Il se réunit sur convocation du Président ou, à défaut, du Vice-Président.

##### b-3- Travaux :

Le Bureau s'est réuni huit fois. Les principales réflexions du Bureau au cours de l'exercice écoulé :

- Examen de dossiers d'inscription en non-valeur ;
- Proposition de liquidation de dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement ;
- Proposition de modification des statuts, de l'Accord et du Règlement général ;
- Projet de budget 2017.

### **c- La Commission Paritaire :**

#### **c-1- Composition :**

Elle est composée de :

- Deux représentants de chaque Fédération Syndicale Nationale du personnel affiliée aux cinq Confédérations Nationales représentatives disposant chacun d'une voix,
- Un collège employeur désigné par le conseil d'orientation de l'UCANSS disposant au total du même nombre de voix que l'ensemble des membres du collège « salarié » présent.

#### **c-2- Attributions :**

La Commission Paritaire ordinaire :

- délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé,
- approuve toutes les conventions visées à l'article R. 931-3-24 du Code de la sécurité sociale et statue sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- peut couvrir par un vote la nullité des conventions dites «réglementées» conclues sans autorisation préalable du Conseil d'administration, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- ratifie la décision du Conseil d'administration de déplacer le siège social dans le même département ou dans un département limitrophe et décide de son déplacement au-delà de ces limites géographiques,
- désigne pour six exercices, sur la liste agréée par la Cour d'appel de Paris, un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant,
- définit les modalités de remboursement des frais de déplacement et de séjour exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur fonction.

Ces décisions prennent la forme de délibérations adoptées par accord obtenu à la majorité des voix des membres présents de chaque collège.

La Commission Paritaire extraordinaire se prononce sur :

- la modification des statuts et du règlement général ;
- le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations ;
- la fusion, scission ou dissolution de l'Institution.

Les dispositions retenues sont formalisées dans un avenant à l'accord qui a constitué l'Institution.

#### **c-3- Fréquence des réunions :**

Les membres de la Commission Paritaire se sont réunis une fois au cours de l'exercice écoulé, le **mardi 26 avril**.

#### c-4- Travaux :

Au cours de cette réunion, la Commission a pris les décisions suivantes :

- Approbation du procès-verbal de la Commission Paritaire du 22 avril 2015 ;
- Approbation des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne et des placements financiers de l'exercice 2015 ;
- Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2015.

#### **d- Le Comité d'Audit :**

##### d-1- Composition :

Le Comité d'Audit est l'émanation directe du Bureau, comme cela est prévu dans les recommandations du CTIP, auquel est adjoint un administrateur extérieur au bureau justifiant des compétences particulières en matière financière ou comptable.

##### d-2- Attributions :

Aux termes des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance N° 2008-1278 du 8 décembre 2008 transposant la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006, le Conseil d'administration a mis en place un Comité Spécialisé (communément dénommé Comité d'Audit) pour assurer notamment le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels par les Commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des Commissaires aux comptes ;
- de la politique, des procédures et des systèmes de gestion des risques, depuis la loi N° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière.

##### d-3- Fréquence des réunions :

Les membres du Comité d'Audit se sont réunis huit fois au cours de l'exercice écoulé. L'agenda des réunions est identique à celui du Bureau.

##### d-4- Travaux :

Les principaux travaux du Comité d'Audit au cours de l'exercice écoulé :

- Examen des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne et des placements financiers de l'exercice 2015;
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2015 ;
- Situation comptable du 1<sup>er</sup> semestre 2016 ;
- Analyse du profil de risque ;
- Validation des mises à jour des politiques, des rapports ORSA 2016 et de la fonction actuarielle et du bilan d'ouverture 2016 ;
- Examens de la situation et de la politique des placements ;
- Proposition du budget 2017.

***e- La Commission d'Action Sociale :***

***e-1- Composition :***

Elle est composée de :

- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants désignés par le collège « salarié » du Conseil d'administration ;
- Un membre titulaire et un membre suppléant désigné par le collège « employeur » du Conseil d'administration disposant au total du même nombre de voix que l'ensemble du collège « salarié » présent.

***e-2- Attributions :***

La Commission d'Action Sociale examine les dossiers de demandes d'aides individuelles et décide souverainement de l'attribution ou du refus d'attribution des aides individuelles sollicitées (aide financière exceptionnelle, prêt d'honneur).

***e-3- Fréquence des réunions :***

Au cours de l'exercice écoulé, les membres de la Commission d'Action Sociale se sont réunis neuf fois.

***f- La Direction Générale :***

La Direction générale est assumée, sous le contrôle du Conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par celui-ci, par le Directeur Général.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Institution.

Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi au Conseil d'administration et à la Commission paritaire.

Il représente l'Institution dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué dirigent effectivement l'Institution.

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés au Directeur Général Délégué sont déterminées par le Conseil d'administration, en accord avec le Directeur Général.

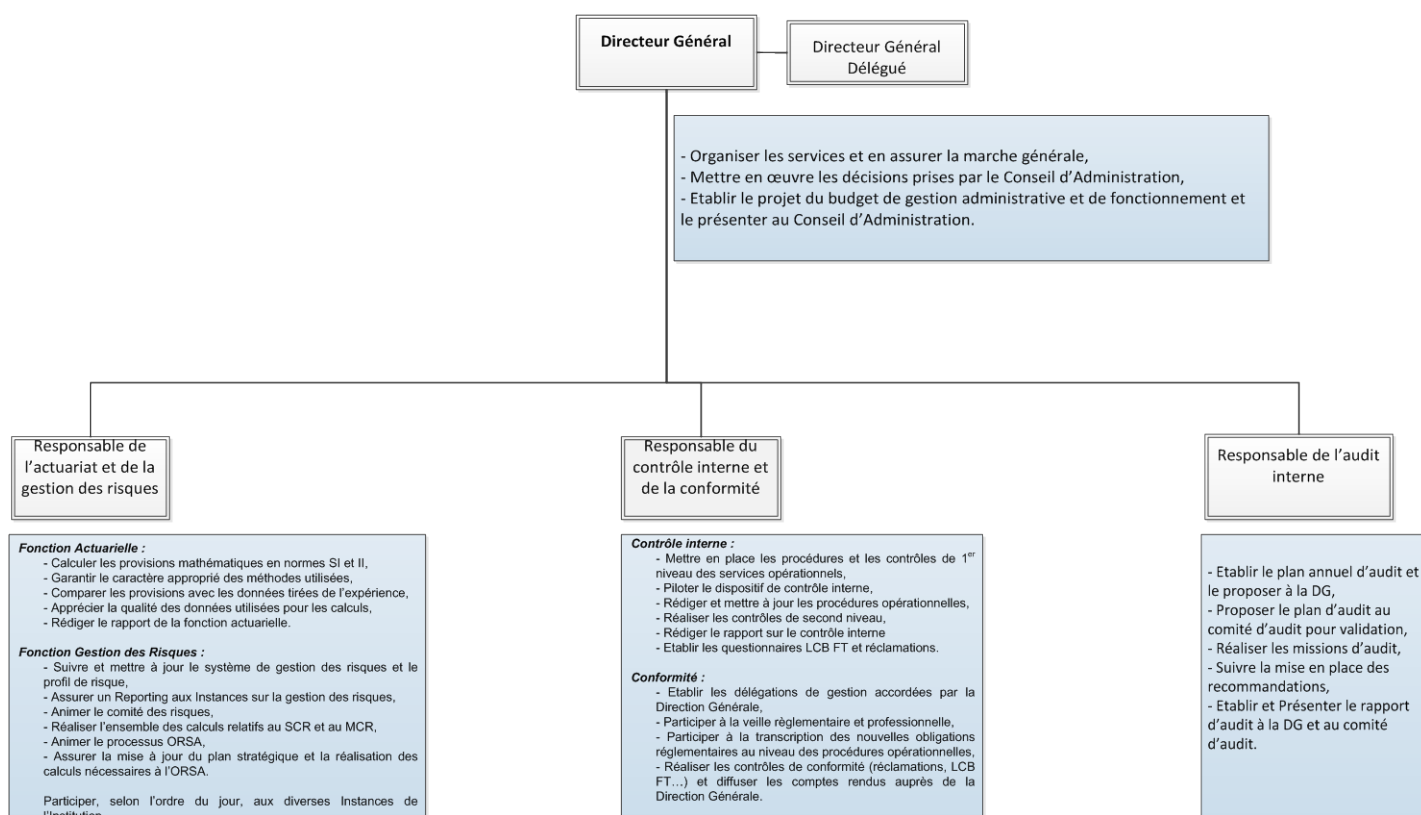
Le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

#### **g- Les fonctions clés :**

Le système de gouvernance comprend les fonctions clés suivantes : la fonction de gestion des risques, la fonction de vérification de la conformité, la fonction d'audit interne et la fonction actuarielle. L'Institution a mis en place des politiques écrites relatives à la gestion des risques, au contrôle interne, à l'audit interne, à l'externalisation, etc.

Le Directeur Général nomme les personnes responsables de chacune des fonctions clés mentionnées ci-dessus et placées sous son autorité.

#### **Organigramme interne des fonctions clés :**



### **2.1.2. Les délégations de responsabilités**

Pour assurer la bonne marche générale de l'Institution, le Directeur Général a donné des délégations d'ordonnancement et de paiement aux Responsables des Services et leurs Adjoints, ainsi qu'à certains agents. Celles-ci sont mises à jour après chaque modification intervenue au sein du service ou de l'Institution.

Les délégations sont établies, pour les nouveaux collaborateurs habilités qui intègrent l'Institution, une fois la période d'essai terminée.

Les moyens de paiement sont obligatoirement signés par deux collaborateurs possédant une délégation de paiement dès lors qu'ils ne sont pas ordonnateurs, à l'exception des paiements effectués par télétransmission.

Toutes les règles relatives à l'ordonnancement des dépenses et à la signature des moyens de paiement sont formalisées dans une procédure.

### **2.1.3. Changements importants du système de gouvernance**

Au cours de l'exercice 2016, le Directeur Général a nommé les personnes en charge des fonctions clés, à savoir : les responsables de la fonction de gestion des risques, de la fonction de vérification de la conformité, de la fonction d'audit interne et de la fonction actuarielle.

Il a également proposé le Directeur Général Délégué au Conseil d'administration du 27 janvier 2016 pour nomination.

### **2.1.4. Informations sur la politique et les pratiques de rémunération applicables aux membres de l'OAGC et aux salariés :**

La politique de rémunération menée par l'Institution a pour objectif :

- de garantir l'engagement et la fidélisation sur le long terme des collaborateurs,
- de s'assurer d'une gestion appropriée des risques et de la conformité,
- de permettre le développement des compétences collectives et individuelles.

Elle repose sur un examen annuel des rémunérations, piloté par la Direction Générale, impliquant les responsables des différents services.

La proposition budgétaire de la masse salariale globale est soumise à l'approbation des membres du conseil d'administration.

La politique de rémunération est établie dans le respect des réglementations.

L'Institution, de par son activité, applique pour ses salariés la Convention collective nationale du travail du personnel des Institutions de retraites complémentaires du 9 décembre 1993. Etendue par arrêté du 19 septembre 1994 (JORF 29 septembre 1994) et élargie aux institutions de prévoyance par arrêté du 31 janvier 1995.

L'avenant N°9 relatif à la formation professionnelle, la classification et la rémunération signé le 18 juillet 2007 fixe un socle sur lequel s'appuie l'Institution en termes de minima de rémunération.

Les salaires individuels d'embauche sont déterminés par la Direction Générale et le responsable de service « recruteur » en adéquation avec le poste à pourvoir selon l'expérience du collaborateur.

Les décisions d'évolutions de salaires collectives sont laissées à la négociation de branche professionnelle.

Les augmentations individuelles sont attachées à la personne et à l'évolution de ses compétences utiles. Elles sont attribuées sur proposition du Responsable de service et/ou de la Direction Générale.

Des gratifications individuelles sont attribuées sur proposition du Responsable de service et/ou de la Direction Générale en reconnaissance d'un effort particulier ou de l'exécution d'une tâche ne relevant pas des attributions du collaborateur (prise en compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs).

Les objectifs qualitatifs sont individualisés, liés à l'activité professionnelle et au niveau hiérarchique du poste. Ces objectifs incluent la qualité de la gestion des risques et les moyens et les comportements mis en œuvre pour atteindre les résultats tels que la coopération, le travail en équipe et la gestion des hommes.

Des éléments de rémunération indirecte sont mis en place et s'adressent à l'ensemble des collaborateurs.

Sont Pris en charge par l'Institution pour tous les salariés (hors œuvres sociales):

- la cotisation individuelle complémentaire santé ;
- la souscription d'une garantie dépendance ;
- l'abonnement transport IDF ;
- le co-financement participation à hauteur de 60 % de la valeur des titres restaurants.

La Direction Générale veille à ce que les éléments de rémunération variable n'entravent pas la capacité de l'Institution à atteindre ses objectifs en matière de maîtrise des frais de gestion. En effet, ces derniers se montent à 4,7 M€ pour l'année 2016 en légère baisse par rapport à 2015 (4,8 M€).

Le salaire des Dirigeants effectifs est fixé par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur Général en ce qui concerne la rémunération du Directeur Général Délégué, il est constitué exclusivement d'une part fixe.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Il n'y a pas de changement des droits à rémunération entre 2015 et 2016 (il n'y a pas d'Intéressement).

Les salariés et les cadres sont affiliés aux régimes de retraites complémentaires AGIRC et ARRCO.

Les salariés cadres dont la rémunération dépasse 4 fois le PASS bénéficient d'un contrat retraite « article 83 ».

## 2.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

### 2.2.1. Personnes concernées dans l'Institution

Sont concernés dans le cadre de l'Institution, les personnes suivantes :

- L'ensemble des Administrateurs,
- Les deux Dirigeants Effectifs,
- Le ou la Responsable de la fonction Actuarielle,
- Le ou la Responsable de la fonction Audit Interne,
- Le ou la Responsable de la fonction Conformité,
- Le ou la Responsable de la fonction Gestion des Risques.

### 2.2.2. Appréciation de la compétence et de l'honorabilité des administrateurs

Concernant les membres du Conseil d'administration, les principes suivants ont été retenus :

- Evaluation de la compétence sur une base collective dans l'esprit de l'article Art. R. 931-3-10-1 du Code de la sécurité sociale,
- Réalisation de l'évaluation sur la base des formations, des qualifications ou connaissances et des expériences ou mandats passés.

*« Art. R. 931-3-10-1. - Lorsque, en application de l'article L. 931-7-2, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution tient compte, dans l'appréciation portée sur chaque membre du Conseil d'administration, de la compétence, de l'expérience et des attributions des autres membres de l'organe auquel il appartient, elle s'assure que ceux-ci disposent collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et de marchés financiers, de stratégie de l'Institution de prévoyance ou de l'union et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'Institution de prévoyance ou à l'union, appropriées à l'exercice des responsabilités dévolues au Conseil d'administration. »*

Les notions ci-dessus s'entendent comme suit :

- Marchés de l'assurance et de marchés financiers : prise de conscience et compréhension de l'environnement économique dans lequel l'Institution opère,
- Stratégie et connaissance du modèle économique : compréhension détaillée de la stratégie et du positionnement de l'Institution,
- Système de gouvernance : compréhension du profil de risque de l'Institution, capacité à évaluer l'organisation de la gouvernance et à suivre les éventuels changements,
- Connaissance de l'analyse financière et actuarielle : capacité à interpréter l'information financière et actuarielle de l'Institution, à identifier les questions clés, à mettre en place les contrôles adéquats et prendre les mesures nécessaires sur la base de ces informations.
- Exigences législatives et réglementaires : sensibilisation et compréhension des évolutions du cadre dans lequel l'Institution opère et de sa capacité à s'adapter aux changements.

Les administrateurs devront justifier de connaissances sur tout ou partie des sujets indiqués dans l'article ci-dessus.

Il est précisé qu'en cas d'opposition, conformément à l'article Art. R. 931-3-10 du Code de la sécurité sociale, de l'ACPR à la poursuite du mandat d'un administrateur, le courrier de refus sera relayé au membre concerné. D'autres représentants devront être proposés dans les meilleurs délais.

*«Art. R. 931-3-10 - Les postes d'administrateurs dont la poursuite du mandat dont la nomination ou le renouvellement a fait l'objet d'une opposition de la part de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution dans les conditions mentionnées au III V de l'article L. 612-23-1 du code monétaire et financier sont pourvus dans des conditions et délais définis par les statuts de l'institution de prévoyance ou de l'union d'institutions de prévoyance. Dans le cas où le ou les administrateurs ont été désignés par une organisation syndicale d'employeurs ou de salariés dans les conditions mentionnées à l'article R. 931-3-2, l'institution de prévoyance ou l'union transmet à ladite organisation syndicale les motivations de l'opposition qui lui ont été communiquées par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. »*

Il est attendu que les Présidents et Vice-Présidents du Conseil d'administration et du Comité d'Audit soient choisis parmi des administrateurs qui pourront démontrer individuellement une connaissance plus approfondie des sujets.

Outre le cycle de formation du CTIP, il sera organisé des formations spécifiques à la demande des administrateurs sur les sujets qu'ils souhaitent approfondir.

L'honorabilité des administrateurs sera appréciée par la production de l'extrait du casier judiciaire.

### **2.2.3. Appréciation de la compétence et de l'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés**

Les dirigeants effectifs sont nommés par le Conseil d'administration qui apprécie leur compétence au regard de leur curriculum vitae et qui pourrait être complété d'un rapport d'expérience. Leur honorabilité est appréciée au regard de l'extrait de casier judiciaire. Dans le cadre de leur restitution au Conseil d'administration, ils pourront évoquer tous les points relatifs à l'exercice de leur mission qu'ils jugeront nécessaires.

Les titulaires des fonctions clés sont, nommés par le Directeur Général qui apprécie leur compétence au regard de leur curriculum vitae qui pourrait être complété d'un rapport d'expérience. Leur honorabilité est appréciée au regard de l'extrait de casier judiciaire.

Dans le cadre de leur fonction, ils ou elles sont amenés à faire un rapport annuel sur l'exercice de leur fonction auprès du Conseil d'administration. Il est acté que dans le cadre de cet échange, pourront être abordées toutes les questions relatives à l'exercice de leur mission : difficulté rencontrée, nouveau besoin identifié... Il a été décidé qu'ils bénéficient d'un plan de formation adapté pour leur permettre de maintenir leur compétence à jour.

La compétence et l'honorabilité des autres salariés de l'Institution sont appréciées au moment de l'embauche par la production du Curriculum Vitae et de l'extrait du casier judiciaire.

Ce dispositif a été implémenté sur la base de la meilleure interprétation de la notice publiée par de l'ACPR en novembre 2016 sur la désignation des « dirigeants effectifs » et des « responsables des fonctions clés ». Ce document a fait l'objet d'une communication au Conseil d'administration.

#### **2.2.4. Faits marquants de l'exercice et perspectives**

L'exercice 2016 a été marqué par la tenue d'un nouveau séminaire du Conseil d'administration qui a permis aux administrateurs ainsi qu'aux suppléants présents de bénéficier de formations sur l'action sociale, la gestion financière et le droit des opérations d'assurance. Il est prévu, pour le séminaire de 2017, de poursuivre l'accompagnement des administrateurs dans leur montée en compétence sur Solvabilité 2 et ce, dans le cadre du renouvellement du Conseil d'administration.

Par ailleurs, l'année a vu la complétude de l'ensemble du dispositif de gouvernance interne avec la nomination d'un 2ème dirigeant effectif ainsi que du responsable de l'audit interne. De fait, la liste des dirigeants effectifs et des détenteurs de fonctions clés est, au 31 décembre 2016 :

- Dirigeants Effectifs : Monsieur Jean-Pierre MOTTURA, Monsieur Eric LEGRAND,
- Fonction Actuarielle : Madame Anne ROLLAND,
- Fonction Audit Interne : Monsieur Thierry ROUSSIGNOL,
- Fonction Conformité : Monsieur Mounir TOUAMI,
- Fonction Gestion des Risques : Madame Anne ROLLAND.

L'exercice 2017 va permettre de consolider le dispositif existant, tant au niveau de la gouvernance interne qu'institutionnelle et d'accompagner les nouveaux administrateurs dans l'exercice de leur fonction.

### **2.3. Système de gestion des risques**

#### **2.3.1. Organisation de la fonction**

Le détenteur de la fonction gestion des risques est rattaché au Directeur Général. Il effectue seul sa mission mais peut néanmoins s'appuyer sur

- l'implication des Dirigeants Effectifs ;
- un accès aux données sur l'ensemble des processus clés de l'Institution ;
- la mise en place d'une base des incidents opérationnels qui lui permet d'analyser les différents processus.

Les travaux préparatoires à l'ORSA sont de sa responsabilité. Il est à même de proposer des orientations sur les choix retenus pour le processus ORSA en fonction de son analyse des risques et de l'exposition de l'Institution.

#### **2.3.2. Description du système de Gestion des risques**

Le dispositif de gestion des risques a pour objectif de couvrir tous les processus et systèmes de l'Institution. Il n'a pas vocation à être statique mais correspond plutôt à un enchaînement itératif et continu d'actions intégrées. Il est mis en œuvre par la Direction et l'ensemble des collaborateurs, sous la

supervision du Conseil d'administration. Il est intégré aux principaux dispositifs opérationnels, y compris la planification stratégique. Enfin, il est pragmatique et proportionné pour ce qui est de recenser, d'évaluer, d'atténuer et de surveiller les risques liés à ses procédures et fonctions. Ce système se base donc sur l'implication :

- des Instances de l'Institution qui exercent un contrôle général : suivi de la réalité du dispositif ; approbation des stratégies, des ressources, détermination du niveau de tolérance aux risques ;
- des Dirigeants Effectifs, assistés du Responsable des Risques qui mettent en œuvre et conduisent le processus de gestion globale des risques : établissement du dictionnaire de risques, présentation aux Instances, plans et stratégies relatives à la gestion des risques ;
- du personnel de l'Institution, qui pour son domaine de compétence, participe à la gestion globale des risques conformément à la politique énoncée dans le présent document ainsi qu'aux règles et procédures établies ;
- du Responsable de l'Audit Interne, en charge de l'évaluation indépendante de l'efficacité du dispositif de contrôle interne, y compris de l'évaluation périodique de la mise en œuvre d'un dispositif intégré efficace de gestion des risques et de contrôle interne.

Ce système se base sur le registre des risques, travail fondé sur des entretiens avec les responsables, l'examen de documents et sur l'analyse des recueils de pratique de marché. Les données obtenues permettent d'établir une cartographie des risques, outil utilisé pour déterminer les principaux risques et en mesurer leur impact ainsi que leur probabilité. Elle permet de visualiser facilement et rapidement les risques et leur interaction et d'en évaluer l'ampleur, ce qui aide à définir les mesures à prendre pour les atténuer ou les supprimer. Les risques sont évalués et traités conformément aux méthodes et aux modèles approuvés (actuariels, stochastiques et financiers) ou sur la base de l'opinion motivée des Responsables de Risques, c'est-à-dire à dire d'expert. Ce travail permet à la Direction de définir des mesures de prévention et met en œuvre les plans d'action qui permettront de diminuer l'exposition aux risques concernés. Les plans d'actions sont suivis par le Responsable du risque. Ils intègrent les attendus, les moyens et un calendrier prévisionnel de réalisation.

La maîtrise des risques passe par des suivis et contrôles, organisés en fonction de la typologie des risques. Ainsi, concernant les risques opérationnels, les salariés se comportent en « personnes prudentes » ce qui contribue à la responsabilisation et la fiabilisation des opérations. Chaque strate d'intervenants doit donc effectuer des contrôles, avec un prisme différent, ce qui permet de sécuriser l'approche globale. Concernant les autres risques, le contrôle est réalisé, à minima, sur une base annuelle à partir d'indicateurs validés par les Instances.

Tous les collaborateurs sont sensibilisés à la notion de risque opérationnel. Ils sont aussi amenés à alerter leur responsable et le responsable de la gestion des risques sur les incidents et les événements atypiques qui conduiraient à revoir le profil de risque de l'Institution. À partir de l'ensemble des données et de cette base, la direction fait la synthèse des risques dans une étude décrivant chacun d'entre eux et indiquant son importance, sa probabilité, son impact potentiel, le responsable du Risque ainsi que les mesures ou stratégies proposées.

Le pilotage de la gestion des risques est effectué par un Comité des Risques se réunissant à minima tous les trimestres, afin de mesurer les progrès accomplis dans l'atténuation ou la suppression des risques exposés. Ainsi, il devra, à terme :

- valider la réalisation des plans d’actions mis en place dans le cadre du suivi de la cartographie des risques et de la base incidents ;
- analyser les processus de gestion des risques relatifs aux activités récurrentes ;
- revoir en fonction des événements et des réévaluations de risque, le profil de risque ;
- Procéder à une revue annuelle des méthodes de fonctionnement de la fonction gestion des risques et ce dans l’optique d’une mise à jour des procédures et de la documentation écrite.

Les missions du Comité des Risques sont précisées au fur et à mesure du déploiement de celui-ci.

### 2.3.3. Focus spécifique sur différents risques

Les informations sur les objectifs, les stratégies, les processus de reporting en matière de gestion des risques sont repris dans la partie 3 relative au profil de risque.

- **Risques majeurs sur la durée de vie des engagements**

Les risques assurantiels majeurs auxquels l’Institution est exposée sur la durée de vie de ses engagements sont ceux liés aux aléas sur la vie, c’est-à-dire la longévité et la mortalité. Les risques liés aux garanties rentes d’éducation et de conjoints ont été intégrés dans le besoin global de solvabilité pour les montants des SCR calculés dans le cadre de l’application de la formule standard. En effet, compte tenu de la taille des échantillons, il n’est pas possible de faire des tables d’expérience. Pour la garantie invalidité, ces risques ont fait l’objet d’une étude en 2013 sur la base des données 2012 et la construction des tables d’expériences a permis de démontrer qu’ils se compensaient.

- **Risques majeurs non intégrés dans la formule standard**

Les principaux risques identifiés qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du capital de solvabilité requis tel défini à l’article 101, paragraphe 4, de la directive 2009/138/CE, servent de bases à la définition des scénarios de test utilisés pour les évaluations demandées à l’alinéa b de l’article 101, paragraphe 4, de la directive 2009/138/CE.

Ainsi, dans le cadre de l’ORSA réalisé en 2016, l’Institution avait identifié les risques de non reconduction de l’Institution, et d’évolution de l’environnement réglementaire comme étant majeurs.

L’occurrence de ces deux risques a été testé pour démontrer que l’Institution respecte la couverture de son capital de solvabilité requis et ce, également dans un environnement dégradé.

- **Vérification de la qualité des évaluations de crédit**

Concernant la vérification des évaluations de crédit, l’Institution s’appuie, compte tenu de sa taille, sur ses prestataires externes. En tant que sous-traitant, ces prestataires feront l’objet d’audit régulier. Si les résultats de l’audit s’avéraient insuffisants, l’Institution souscrirait un abonnement auprès d’au moins deux agences de notations reconnues par l’EIOPA et ce afin de renforcer la fiabilité des données.

- **Evaluations spécifiques**

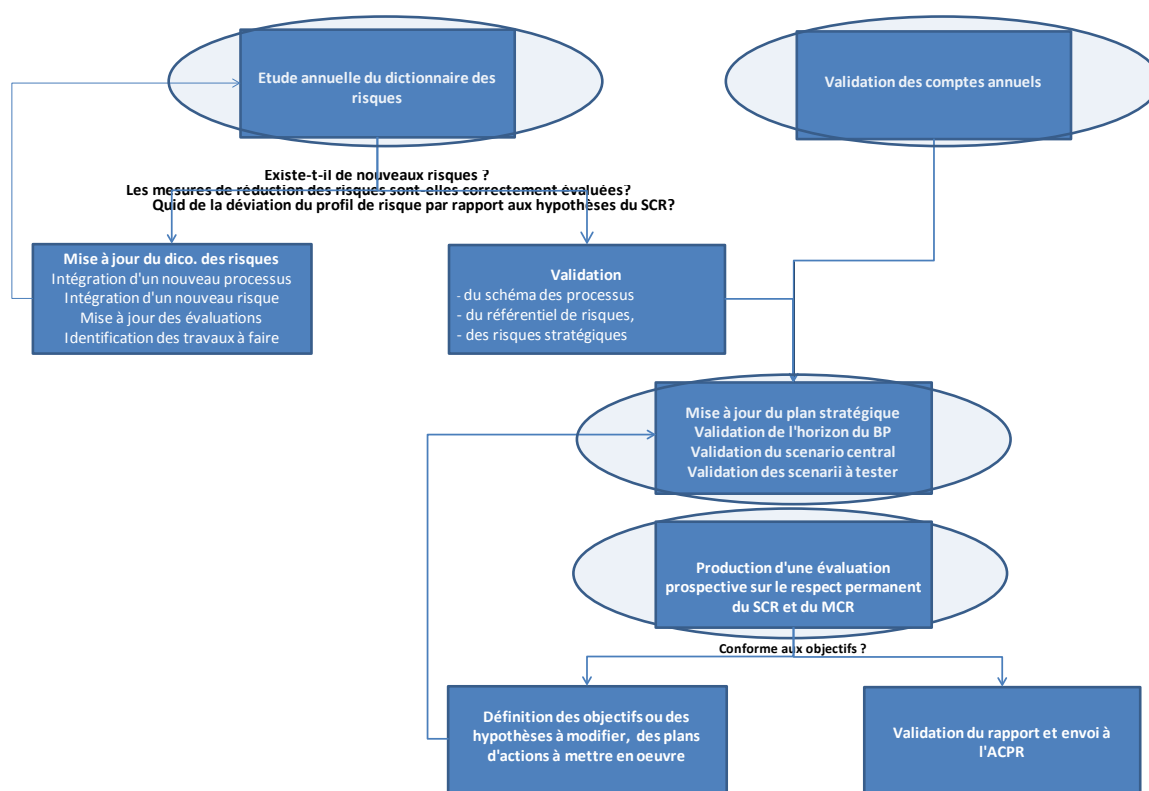
Dans un souci de prudence, les Instances de l’Institution n’ont pas retenu les options liées à l’ajustement égalisateur et la correction de volatilité.

## 2.3.4. Processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA)

Cette partie explicite l'ensemble des descriptions ou attendus relatifs au sujet attendu tel que précisé dans les articles 294 paragraphe 4 et 308 paragraphe 4 du règlement délégué 2015/35 de la commission du 10 octobre 2014.

- **Organisation et documentation du processus ORSA**

Le processus ORSA tel qu'actuellement mis en place dans la politique peut être schématisé dans le graphe ci-après.



L'étude annuelle du dictionnaire des risques, la mise à jour du plan stratégique et le rapport ORSA sont validés par le Conseil d'administration qui s'appuie sur les travaux du Bureau et du Comité d'Audit.

Les études préparatoires sont réalisées par le détenteur de la fonction gestion des risques, qui conjointement avec le Directeur Général, proposeront des orientations aux Instances.

L'ensemble des travaux fait l'objet d'une documentation interne sur la méthodologie et les hypothèses.

Le rapport ORSA est remis après validation par les Instances, aux responsables des différents services qui, en prenant connaissance, seront à même d'apprécier le travail réalisé.

Une révision de la politique sera réalisée en 2017. En effet, le profil de risque sera désormais validé dans le cadre du Rapport au Superviseur et au public (le présent rapport).

- **Fréquence de réalisation du processus ORSA**

Les principes suivants ont été arrêtés :

- L'ORSA régulier sera réalisé une fois par an. En cas de modifications de l'environnement réglementaire (ex : nouvelle réforme des retraites...), de mouvements boursiers plus importants qu'anticipés (ex : évolution des marchés plus importantes que celles testées), de demandes spécifiques des Instances, un ORSA ponctuel sera réalisé.
- Cette liste d'événements est non exhaustive. En effet, des travaux complémentaires seront réalisés avant toute modification majeure du profil de risques : changement significatif de l'allocation d'actif ; mise en place de nouvelles garanties ; modification des garanties.

- **Détermination du besoin global de solvabilité (BGS)**

Le besoin global de solvabilité a été déterminé après l'analyse du profil de risque de l'Institution. En effet, aux risques déjà inclus dans la formule standard de calcul du besoin requis de solvabilité, il a été rajouté les risques identifiés comme majeurs lors de la réalisation de ces travaux.

Ainsi, les analyses menées en 2016 et en 2017, avaient fait ressortir la prédominance des risques de souscriptions et de marché, ce qui est cohérent avec le cœur de métier de l'Institution.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Risque de tarification	Fort	Rare	Majeur
Risque de mortalité	Fort	Rare	Majeur
Risque de longévité	Fort	Rare	Majeur
Risque de révision	Fort	Rare	Majeur
Taux d'intérêt	Fort	Rare	Majeur

Les autres risques majeurs se rapportaient à l'environnement réglementaire dans lequel évolue l'Institution.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Recommandation	Fort	Exceptionnelle	Majeur
Evolution environnement économiques, politiques et réglementaires	Fort	Elevé	Majeur

L'ensemble des risques présents à la fois dans la formule standard et dans le dictionnaire des risques, repris dans la partie sur le profil de risque, a été intégré dans le calcul du BGS. Il a été rajouté le risque de liquidité des actifs et les risques jugés majeurs pour l'Institution. Ces risques ont été valorisés unitairement, ou par différence entre deux scénarios.

- **Interaction entre la gestion du capital et la gestion des risques**

Dans le cadre de l'ORSA, la projection du SCR permet d'alerter les Instances sur la nécessité de renforcer la structure financière de l'institution si le besoin apparaissait. A cet effet, des ajustements des garanties seraient envisageables.

## 2.4. Système de contrôle interne

### 2.4.1 Description du Système de Contrôle Interne

#### **a- Définition et objectifs :**

Le contrôle interne se définit comme un processus mis en œuvre par la Direction Générale en vue d'assurer une gestion efficace des opérations de l'Institution. Il comprend l'ensemble des moyens, comportements, procédures et actions adaptés aux caractéristiques propres de l'Institution, visant à assurer :

- l'application des instructions et des orientations fixées par le Conseil d'administration ou la Direction Générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de l'Institution, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières ;
- la conformité aux lois et règlements auxquels l'Institution est soumise ;
- la prévention des fraudes ;

et d'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Les principaux objectifs de la Direction Générale en matière de contrôle interne sont les suivants :

- Formaliser les procédures opérationnelles et mettre en place des contrôles manuels et automatisés ;
- Séparer les tâches de traitement et celles de contrôle ;
- Diffuser une culture de contrôle interne au sein de l'Institution pour garantir une bonne appropriation des autocontrôles et des contrôles de premier niveau par les opérationnels concernés ;
- Améliorer et ajuster le dispositif en fonction des risques et enjeux identifiés...

Toutefois, le contrôle interne, comme tout système de contrôle, ne peut fournir une garantie absolue que ces objectifs seront atteints.

#### **b- Principes et organisation :**

Le Service Contrôle Interne est sous la responsabilité directe du Directeur Général. Il est constitué d'une seule personne. Le système de contrôle interne est fondé principalement sur :

- l'implication de la Direction Générale ;
- le principe de délégation et de supervision ;
- la séparation entre les tâches d'engagement, de paiement, d'enregistrement et de contrôle ;
- la diffusion en interne d'informations pertinentes et fiables ;

- le dispositif de gestion des risques...

Les activités de contrôle correspondent à l'ensemble des politiques et des procédures mises en place pour maîtriser les risques et réaliser les objectifs de l'organisation.

Pour assurer l'efficacité des activités de contrôle au sein de l'Institution, celles-ci font l'objet d'une organisation cohérente et appropriée qui s'appuie sur l'autocontrôle, le contrôle du premier niveau effectué au sein du service, le contrôle de deuxième niveau assuré par le Responsable du contrôle interne et le contrôle de troisième niveau effectué par l'auditeur interne.

Pour faciliter le bon fonctionnement, la mise en œuvre effective du dispositif et assurer la culture de contrôle interne au sein de l'Institution, un réseau de correspondants de contrôle interne composé des responsables de services a été mis en place.

Enfin, pour mieux sensibiliser l'ensemble du personnel aux éventuelles modifications, le processus de validation des procédures adopté au sein de l'Institution se fonde sur un travail très étroit avec les collaborateurs de chaque service concerné.

Les procédures et modes opératoires formalisés et validés à ce jour sont mis à la disposition du personnel sous formats papier et électronique (procédures et modes opératoires relatives à la gestion des prestations, à la conformité réglementaire, à la comptabilité et au fonctionnement interne...). D'autres processus feront l'objet de formalisation pour alimenter la base de connaissance.

## 2.4.2 Synthèse des missions accomplies

Au cours de l'année 2016, le Service du contrôle interne, en collaboration avec d'autres services, a effectué un certain nombre de missions. Les principales sont listées ci-après :

- Suivi périodique des dossiers d'indus ;
- Contrôle du dispositif LCB FT ;
- Préparation et mise à jour des délégations internes ;
- Revue des profils des systèmes de gestion (Cimeon) et de comptabilité (WhipCompta) ;
- Actualisation de certaines procédures ;
- Elaboration du rapport sur le contrôle interne 2015 ;
- Contribution à l'établissement du RSR pour l'exercice de préparation 2015 ;
- Mise à jour des politiques de contrôle interne et de conformité ;
- Mise en place du plan de conformité et de la cartographie des risques de non-conformité ;
- Etablissement des formulaires de nomination des fonctions clés ;
- Contrôle périodique d'un échantillon de RIB et de dossiers capitaux décès créés en 2015 ;
- Contrôle des dossiers ouverts par le service technique ;
- Préparation des questionnaires ACPR et CTIP portant sur la LCB FT, réclamations...

## 2.4.3 Conformité des activités de l'Institution

### **a- Définition et objectifs :**

La vérification de la conformité vise à prévenir le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, d'atteinte à la réputation et/ou de perte financière qu'engendre le non-respect de dispositions légales réglementaires et des normes professionnelles ou déontologiques.

La fonction conformité a pour objectif de vérifier le respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes et recommandations professionnelles, des orientations du Conseil d'administration, des instructions de la Direction Générale et des procédures internes.

Elle a également pour objectif de protéger l'intérêt des membres participants et la réputation de l'Institution.

Enfin, elle a pour objectif d'éviter la survenance des risques de non-conformité.

### **b- Organisation :**

La mise en place de la fonction conformité au sein de l'Institution est fondée sur les grands principes suivants :

- Veille réglementaire qui peut donner lieu à la rédaction de notes juridiques diffusées aux services concernés ;
- Evaluation des impacts des nouvelles dispositions sur les processus internes ;
- Formalisation ou actualisation des procédures et des contrôles associés ;
- Vérification de la mise en place du nouveau dispositif ;
- Réévaluation du risque de non-conformité.

Quelques éléments synthétiques illustrant les modalités de mise en conformité par rapport à la réglementation ou aux orientations du Conseil d'administration :

- La veille réglementaire est répartie par type de métier. Chaque responsable de service suit l'évolution des réglementations qui le concernent. Un travail collaboratif avec le responsable de la conformité permet d'évaluer et de mettre à jour les procédures et les contrôles.
- 
- Les documents et décisions du Conseil d'administration sont communiqués aux différents responsables de services, qui sont destinataires de tous les documents adressés aux Administrateurs (sauf confidentialité nécessaire).
- Une fois la communication de ces documents effectuée, les décisions du Conseil d'administration sont mises en œuvre par chaque responsable dans le cadre de ses attributions, à titre d'exemple :

- ✓ Amélioration des prestations : la modification des modalités de calcul est effectuée par le Service Informatique ;
- ✓ Affectation du résultat : l'écriture est enregistrée par le Service Comptable ;
- ✓ Demandes de prestations reçues hors délai légal : le traitement est effectué par le Service Technique après décision favorable du Conseil ;
- ✓ Dossiers à inscrire en non-valeur : le traitement est effectué par le service comptable après décision favorable du Conseil ;
- Les risques de nature juridique sont suivis par le juriste en sus, en fonction des sujets traités, des expertises confiées à des prestataires externes. Ils donnent lieu à la rédaction de notes destinées aux responsables de service concernés ;
- Les risques liés à la sécurité de l'information :
  - ✓ L'accès aux systèmes d'informations fait l'objet d'autorisations nominatives ;
  - ✓ Les mises à jour des logiciels font systématiquement l'objet d'acquisition de licences ;
  - ✓ La conformité aux nouvelles exigences de la CNIL a été étudiée par le responsable juridique et a donné lieu à plusieurs déclarations de conformité ;
  - ✓ Le plan de continuité informatique est mis en place par le Service Informatique pour la sauvegarde des données.

La politique de vérification de la conformité comme pour les autres politiques sont mises à jour annuellement par les responsables concernés, proposées à la Direction Générale pour vérification et soumises au Conseil d'administration pour validation.

## **2.5. Fonction d'audit interne**

### **2.5.1. Activité de l'audit interne lors de l'exercice 2016**

La fonction d'audit interne est exercée par le responsable de l'audit interne, salarié de l'Institution.

L'exercice 2016 a permis l'installation de la fonction d'audit interne au sein de l'Institution : mise en place du dispositif d'audit interne, actualisation de la politique d'audit interne pour tenir compte de son internalisation et construction du plan d'audit triennal portant sur les années 2017 à 2019.

### **2.5.2. Mise en œuvre de la fonction d'audit interne**

Le détenteur de la fonction d'audit interne impulse les différents travaux nécessaires à sa mission définie à l'article 271 du règlement délégué 2015-35 de la Commission du 10 octobre 2014.

Parmi ses responsabilités, le responsable de l'audit interne réalise les missions définies dans le plan d'audit triennal en respectant les normes en vigueur, suit les plans d'action associés aux audits internes et externes, rédige le rapport annuel d'audit interne et procède annuellement à la révision de la politique d'audit interne.

La formalisation des travaux menés - rapport de mission, plan d'audit, rapport annuel d'audit interne, politique d'audit interne - est présentée à la Direction Générale, au comité d'audit et au Conseil d'administration.

### **2.5.3. Indépendance de la fonction d'audit interne**

Afin de garantir l'indépendance du responsable de l'audit interne et de respecter les exigences réglementaires relatives à cette fonction clé, les mesures suivantes sont actuellement en place :

- Le responsable de l'Audit est directement rattaché à la Direction Générale, ce qui lui permet de mener à bien ses responsabilités sans risque de conflit et lui assure un champ d'investigation le plus large possible ainsi qu'une mise en œuvre efficace des recommandations ;
- Le responsable de l'Audit assiste au Conseil d'administration dès lors que les points à l'ordre du jour relèvent d'un domaine de l'audit. Sa présence lui permet de se tenir informé des décisions prises et des évolutions de l'Institution, tout en conservant un rôle indépendant d'observateur ;
- Le responsable de l'Audit dispose d'un accès direct et non restreint à la Direction Générale et au Comité d'audit, émanation du Conseil d'administration ;
- Le responsable de l'Audit n'a pas exercé et n'exerce pas de fonction opérationnelle au sein de l'Institution, garantissant ainsi l'absence de conflit d'intérêt entre la fonction et les responsables administratifs.

### **2.5.4. Description de la politique d'audit interne**

La politique d'audit interne décrit l'ensemble des prérogatives nécessaires au bon fonctionnement de du dispositif d'audit interne et sa capacité à répondre aux exigences réglementaires.

Le document définit en conséquence le cadre de référence du dispositif d'audit interne et les liens entre les différentes parties prenantes : Comité d'Audit, Direction Générale, responsable de l'audit interne, audités.

Les dispositions de la politique d'audit interne sont revues annuellement par le responsable de l'audit et donnent lieu si besoin à une mise à jour. Chaque évolution de la politique est soumise à la validation de la Direction Générale et du Conseil d'administration, après analyse préalable par le Comité d'Audit.

### **2.5.5. Description du plan d'audit interne**

Le plan d'audit triennal prévoit la planification des missions d'audit interne sur les exercices 2017 à 2019. L'objectif consiste à réaliser l'audit de l'ensemble des processus - gouvernance, métier, supports - sur un cycle de trois ans. Cette proposition de plan sera soumise à la validation des instances en 2017.

Le plan d'audit prend en compte :

- Les risques opérationnels et organisationnels : gestion des adhésions, cotisations, prestations et paiements, comptabilité...
- La réglementation : réforme Solvabilité 2, loi Eckert, déclaration sociale nominative, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, protection de la clientèle...
- Les projets impactant l'Institution.

Les axes suivants sont intégrés dans toutes les missions d'audit :

- L'évaluation de la pertinence, de la qualité et de l'efficacité de l'organisation, des systèmes d'information et des processus ;
- La vérification de la conformité des processus avec les lois, réglementations, normes, procédures règles et politiques internes, en vigueur ;
- La vérification de l'existence, de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne ;
- L'identification et l'évaluation de la maîtrise des risques ;
- Le contrôle du caractère exhaustif, exact, approprié et traçable des informations produites.

## 2.6. Fonction actuarielle

### 2.6.1. Structure et organisation de la fonction actuarielle

La fonction actuarielle est portée par une même personne rattachée directement au Directeur Général. Elle réalise les travaux d'actuariat listés de façon non exhaustive ci-après :

Production en norme comptable française

- Inventaires trimestriels et annuels ;
- Prévision de budget.

Production en normes solvabilité II

- Etablissement du bilan prudentiel et calcul des ratios de solvabilité ;
- Production des états réglementaires annuels et trimestriels (QRT) ;
- Contribution au RSR ;
- Rapport de la fonction actuarielle ;
- Contribution à la gestion des risques.

Etudes actuarielles nécessaires au pilotage des risques assurantiels

- Suivi des ratios de sinistralités et des cadences de règlements des sinistres ;
- Etude sur les boni-malis ;
- Mise à jour des études sur les tables d'expériences ;
- Analyse du risque de révision.

Veille réglementaire et adaptation des processus de travail.

### 2.6.2. Réalisation 2016 et Perspectives 2017

Durant l'exercice 2016, la fonction actuarielle a réalisé l'ensemble des inventaires attendus tant en norme sociale qu'en norme prudentielle. Dans cet esprit, elle a amorcé un travail de refonte du système documentaire pour ne plus avoir qu'un document unique décrivant l'ensemble du processus de calcul des provisions. L'objectif est d'améliorer l'auditabilité du processus.

Dans ce cadre, elle apprécie la suffisance et la qualité des données. Pour ce faire, elle procède à des analyses quantitatives et qualitatives : vérification des formats et des cohérences des dates qualitatives ; analyse des écarts, des variations et des extrêmes. L'objectif est également de s'appropriier les données dont la qualité s'appuie aussi sur les tests du système de gestion.

En cas de doutes, des questions ont été posées aux intervenants concernés pour obtenir des précisions, ou décider de mesures correctrices à mettre œuvre. En cas de nécessité, des alertes auraient été remontées à la Direction Générale pour arbitrage. Quoiqu'il en soit l'occurrence de ce type d'action est très faible et ne remet pas en cause le calcul des provisions en Best Estimate.

Le détenteur de la fonction actuarielle est aussi le garant des méthodes, hypothèses et modèles retenus. Les provisions mathématiques sont calculées sur la base des méthodes traditionnellement utilisées en actuariat prévoyance. A cet effet il a été retenu le principe de ne pas utiliser de modèles stochastiques et ce afin d'éviter des risques de modèles supplémentaires.

La fonction actuarielle a aussi la responsabilité de réaliser les études actuarielles nécessaires au pilotage des risques assurantiels. A ce titre, en 2016, elle a réalisé, outre les calculs de ratios de sinistralité, la mise à jour de la table d'expérience de maintien en invalidité ainsi que la création d'une loi de poursuite d'étude. L'ensemble de ces travaux permettent de renforcer la connaissance des risques et de développer les indicateurs de pilotage associés.

Enfin, conformément aux attendus de la directive Solvabilité II, elle produit, dans le cadre du rapport de la fonction actuarielle, des avis sur les politiques de souscription et de réassurance. A ce titre, elle réaffirmé la nécessité d'intégrer une projection du ratio de sinistralité dans tous les documents relatifs à des améliorations des garanties ou des revalorisations. En effet, les risques liés à l'anti sélection existent et ne pourront faire l'objet d'un pilotage qu'a posteriori.

Par ailleurs, des études sur les stratégies de couverture des risques catastrophes à mettre en place et les coûts associés ont été réalisées en 2015. Elles n'ont pas débouché sur la mise en place de tels traités. Il reste néanmoins, dans un contexte d'émergence de nouveaux risques, primordial de poursuivre les réflexions sur ce sujet.

Enfin, du fait du portage conjoint des fonctions gestion des risques et actuariat par une même personne, les attendus des deux fonctions sont imbriqués ce qui concourt à la bonne réalisation des travaux. Une procédure interne a néanmoins été mise en place pour prévenir les éventuels conflits d'intérêts qui résulteraient de cette organisation. Elle passe par un suivi par les dirigeants effectifs des travaux réalisés. De fait, en cas de doute sur une action ou un résultat, un échange entre les différentes parties permettra de choisir, collectivement la solution qui répondra au mieux aux attentes de l'Institution et ce dans le respect de la directive solvabilité 2.

A ce titre, le porteur de la fonction actuarielle suit des indicateurs repris dans l'ORSA. Il contribue, comme indiqué dans la politique ORSA, au processus du même nom.

## 2.7. Sous-traitance

Depuis 2015, l'Institution a défini une politique de sous-traitance dont les principaux éléments sont repris ci-après. Dans le cadre de l'Institution, le recours à des entreprises extérieures se fait dans une logique de sécurisation et de performance de l'activité notamment pour :

- Bénéficier de compétences et de moyens spécialisés ou rares,
- Absorber des pics d'activité ou accroître la réactivité,
- Disposer des meilleures pratiques sur des activités non cœur de métier,

- Produire des tierces expertises ou réaliser des contrôles indépendants.

Les sous-traitants sont choisis après une mise en concurrence qui permet de valider que le prestataire est doté des aptitudes, de la capacité et de tout agrément légal nécessaires à l'exercice des fonctions requises. Cette mise en concurrence va procéder à :

- Une analyse du savoir-faire du candidat, ainsi que des services et produits proposés,
- Une analyse de la protection des intérêts de l'Institution et du respect de son environnement légal,
- Une analyse sur le déroulé de la mission et les conditions de mise à jour des logiciels,
- Une analyse des plans d'urgence et de la réversibilité.

Dans le cadre du déploiement et du suivi des entreprises sous-traitantes, l'Institution a nommé les acteurs suivant dont les rôles sont précisés :

- Un référent interne nommé pour chacun des sous-traitants : il doit s'assurer que le contrat et / ou la prestation produisent les effets escomptés ;
- Un référent interne au sous-traitant qui est le point d'entrée privilégiée de l'institution et avec qui des mises aux points peuvent être réalisées ;

Ces référents échangent sur une base régulière afin de s'assurer de la conformité de la prestation au regard des attendus du contrat. Tout sérieux dysfonctionnement relevé au cours de ces points fera l'objet d'une communication au responsable de la politique de sous-traitance et aux dirigeants effectifs.

Chaque année, le responsable de la politique présentera aux dirigeants effectifs et au conseil d'administration, les éléments suivants :

- Eventuelles modifications de la cartographie des sous-traitants ;
- Evaluations et dysfonctionnement significatifs relevés ;
- Contrôles des sous-traitants ;
- Révision contractuelle
- Procédures de choix en cours.

#### Liste des sous-traitants critiques indiqués dans la politique validée le 20 septembre 2016

Nom du Sous-traitant	Périmètre	Raison de l'externalisation	Référent Interne	Référent sous-traitant	Ressort territorial
<b>Maintenance des outils nécessaires à l'activité</b>					
IBM	Maintenance de l'AS 400	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable système d'informations	Service support +33 (0)2 38 55 77 50 +33 (0) 810 63 12 13	France
Imnet	Plateforme nécessaire au passage en GEIDE des documents ; Contrat avec ORANGE sur l'hébergement de la GEIDE	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable moyens généraux	Laurent Zylbersztajn lzylbersztajn@imnet.fr +33 (0)1 53 26 86 60	France
<b>Maintenance des outils / prestations à orientation réglementaire</b>					

Actuaris	Plateforme nécessaire pour réaliser les calculs en norme Solvabilité II	Bénéficiaire de compétences	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Céline Blattner +33 (0)4 72 18 58 58 Celine.blattner@actuaris.com	France
Invoke	Conversion des QRT en format XBRL	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Julie Aafort jaufort@invoke.fr +33 (0)1 42 68 89 22	France
Sequantis	Transparisation des OPCVM	Accroître la réactivité	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Nicolas Fournier nfournier@sequantis.com +33 (0)1 85 09 91 19	France
<b>Externalisation de prestation</b>					
Diademys	Fourniture de la fibre ; Secours des infrastructures de production ; Hébergement de services managés (évasion internet, messagerie, site institutionnel) ; Mise à disposition de postes virtuels distants (secours externe)	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable Système d'Informations	Josselin BORDIER Support@diademys.com JBORDIER@diademys.com +33 (0) 811 885 224	France

Dans une volonté de rationalisation de ses outils, l'Institution a décidé de retenir une solution unique pour la production des états de reporting dits solvabilité II.

## 2.8. Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance à la nature, l'ampleur et la complexité des risques de l'entreprise

L'exercice de la gouvernance de l'Institution est conforme tant à sa définition donnée dans le code de la Sécurité Sociale que sur l'exercice de ses attributions, ses prérogatives et travaux définis par la Directive Européenne Solvabilité 2. En effet, les réunions du Conseil d'administration en 2016 ont permis de traiter l'ensemble des sujets relevant de la gouvernance institutionnelle et de Solvabilité 2.

Ainsi le bilan d'ouverture en Solvabilité 2 réalisé en 2016 a permis au Conseil d'administration de prendre connaissance des écarts de valorisation de la solvabilité selon les 2 systèmes. Les rapports « Solvabilité 2 » et « ORSA » ont également permis aux administrateurs d'apprécier les paramètres du modèle standard, de valider l'exposition et l'appétence aux risques de l'Institution.

Les politiques obligatoires Solvabilité 2 ont toutes été revues et validées au cours de l'année 2016.

Le processus ORSA aura été mené de façon itérative en 2016 afin de :

- positionner les paramètres retenus issus de l'analyse des risques de l'institution,
- de considérer le plan stratégique de l'entreprise afin de présenter les différents scénarios,
- de présenter les évaluations prospectives sur la solvabilité de l'Institution (mesure d'impact sur le SCR et le MCR).

Rétrospectivement, les écarts entre les projections réalisées par l'ORSA au vu des résultats 2015 auront été explicités.

Les principaux risques auront donc été suivis tout au long de l'année 2016, modélisés et intégrés dans le rapport ORSA. La potentialité d'une réforme des retraites pour 2019 a été prise en compte.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises en fonction des travaux permettant en permanence pour ses membres d'avoir une information de qualité et actualisée sur les éléments de Solvabilité de l'institution et notamment sur le risque lié aux placements.

Concernant ce risque la formation à destination des administrateurs « Connaître et maîtriser les clés de la gestion d'une Institution de Prévoyance » s'est attachée à accroître leurs connaissances techniques de la gestion financière.

Les fonctions clés, dès lors que l'ordre du jour nécessite leur présence, participent aux Conseils d'administration. Ces dernières présentent les points à l'ordre du jour relevant de leur périmètre et répondent directement aux questions des administrateurs lorsque de besoin.

Un bilan d'application des politiques obligatoires validées en 2016 sera réalisé en 2017.

### 3. PROFIL DE RISQUE

L'établissement du profil de risque repose sur plusieurs outils mis en place par l'Institution et principalement la politique de gestion de risques et le registre des risques.

La politique de gestion des risques « chapeau », ainsi que les politiques spécifiques aux risques assurantiels, financiers et opérationnels reprend les items attendus par la directive Solvabilité II : identification, modélisation, quantification, pilotage et reporting des risques.

Le registre des risques a été construit sur une approche « top-down » ou de haut en bas. Un extrait de ce document est repris en annexe. Il est à noter que pour chacun des risques figurent :

- Facteur de risque ;
- Processus concerné ;
- Service concerné ;
- Méthode de valorisation ;
- Notation du risque brut : estimé à partir d'une matrice probabilité/impact ;
- Description de l'action de maîtrise ;
- Notation du risque net : obtenu à partir de l'intégration d'une action de maîtrise.

La suite de cette partie va donc détailler pour les cinq grandes familles de risques identifiées dans le cadre des articles 295 et 309 du règlement délégué 2015/35 de la commission du 10 octobre 2014, les procédures mises en place ainsi que l'analyse menée à fin 2016.

## 3.1. Risque de souscription

### 3.1.1. Analyse des risques de souscription

La gestion des risques assurantiels fait l'objet d'une politique spécifique qui détaille les items relatifs à l'identification, la modélisation, la quantification, le pilotage et le reporting des risques.

Ainsi, lors de l'établissement du registre des risques, l'Institution a recensé 9 risques assurantiels. Parmi ceux-ci, cinq risques ont été considérés comme majeurs :

- Risque d'anti-sélection : du fait du contrat collectif à adhésion obligatoire, l'Institution ne peut refuser de couvrir des participants dont la sinistralité serait supérieure à celle prises en compte pour la tarification.
- Risque de mortalité : une augmentation du taux de mortalité entraîne une augmentation des engagements d'assurance.
- Risque de longévité : une baisse du taux de mortalité entraîne une augmentation des engagements d'assurance.
- Risque de révision : une révision des rentes du fait d'un changement réglementaire ou d'une dégradation de l'état de santé va impliquer une hausse des engagements.
- Risque catastrophe : un événement extrême peut se traduire par un taux d'entrée dans le risque supérieur à celui pris en compte pour la tarification et pour les provisions

L'application du principe de proportionnalité a conduit à ne pas retenir, à ce jour, de risques émergents. L'Institution assurera une veille attentive de ceux – ci tant au niveau de leur occurrence que de leur impact sur la structure financière.

Les risques sont suivis au travers des SCR spécifiques présents dans la formule standard ou via des études spécifiques. Ainsi, les risques de provisionnement et catastrophe sont suivis à partir de la formule standard et plus précisément au moyen du calcul du SCR de souscription. Ils sont également suivis à partir des études de sinistralité. Le risque d'adéquation de la réassurance est suivi au moyen du calcul du SCR de contrepartie. Alors que le risque d'anti-sélection est suivi via des études de sinistralité et sur les taux d'entrée dans le risque.

Dans la première liste d'indicateurs visée par le Comité d'Audit du 2 avril 2015 et revu en 2016, trois indicateurs relatifs aux risques de souscription et de provisionnement ont été retenus.

- L'évolution des cotisations ;
- Le ratio de sinistralité par risque ;
- Le niveau du ratio frais de gestion sur cotisations.

Les techniques d'atténuation peuvent faire appel aux leviers suivants :

- Augmentation des cotisations ;
- Renforcement de la réassurance ;
- Réduction de frais de gestion ;
- Ajustement des garanties.

Actuellement, la gestion des risques assurantiels est suivie principalement à partir des documents produits lors des arrêtés annuels et du rapport de la fonction actuarielle qui intègre des avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance.

L'analyse à fin 2016 a reposé sur la même méthode que celle retenue à fin 2015. Ainsi, les risques de souscription ont été à nouveau analysés sous deux angles : la tarification et le provisionnement.

Le risque de **tarification** a été appréhendé comme le risque que les fréquences d'entrée en sinistre et leurs coûts soient supérieurs à ce qui est attendu.

En tant qu'organisme recommandé, ce risque ne peut être piloté qu'à posteriori. En effet, l'Institution ne peut ni faire de sélections des participants, ni refuser de dossier de prestations sauf en cas de prescription des dates de déclaration.

Les risques d'anti sélection, de détérioration des taux d'entrée ou des coûts sont détectés au travers des outils de surveillance mis en place (nombre de dossiers, ratio de sinistralité et taux d'entrée...). Ils seront corrigés, dans un premier temps, par une allocation de fonds propres, puis dans un second temps, par des ajustements des cotisations et / ou des garanties visant à rétablir les équilibres techniques.

Le risque de **provisionnement** concerne les garanties dont le suivi fait appel à des techniques actuarielles vies : rentes de conjoints et d'éducatives...

Il peut être généré, d'une part, par une mortalité plus ou moins importante que celle anticipée dans les tables utilisées pour les calculs. Des travaux d'adéquation des tables à la réalité ont été menés sur une partie du portefeuille : maintien en invalidité, mortalité des actifs, loi de poursuite d'études. Des études complémentaires seront réalisées quand des échantillons de tailles suffisantes pourront être constitués. Ce risque peut, d'autre part, découler d'une révision à la hausse du niveau des garanties (baisse du temps de travail, changement de catégorie d'invalidité, ...).

Le risque de provisionnement est suivi par des indicateurs tels que les ratios de sinistralité ou les boni-malis calculés sur une base annuelle. Ce risque fait l'objet d'un rapport spécifique de valorisation des provisions techniques chaque année. La valorisation des provisions techniques est réalisée trimestriellement

Concernant le risque **catastrophe**, il n'a été enregistré à ce jour qu'une catastrophe en 2006 au titre de laquelle il avait été reçu 15 dossiers des agents d'un adhérent ayant péri dans un accident aérien. Le recours à un traité de réassurance reste une potentialité.

L'analyse à fin 2016 n'a pas montré de déformation du profil de risque assurantiel et à ce jour aucun élément ne laisse présager d'une modification de la situation. Néanmoins, le suivi des indicateurs actuels sera renforcé par le développement d'indicateurs intra annuels.

## 3.2. Risque de marché

### 3.2.1. Analyse du risque de marché

L'ensemble des risques de marché fait l'objet d'un suivi particulier du fait de leur importance. Ainsi, des situations quotidiennes de la trésorerie et au minimum une fois par mois du portefeuille permettent de

détecter toutes les anomalies nécessitant un ajustement de l'allocation d'actif. Celui-ci peut aussi être consécutif à une alerte générée par des grands événements de place. Par ailleurs un rapport externe sur la politique de placement est réalisé tous les ans.

Pour valoriser le risque action, un maximum sur 5 ans du montant des provisions pour dépréciations durables comme montant des pertes enregistrées sur les marchés financiers a été retenu. Il est à noter qu'une très forte volatilité de cet agrégat a été observé sur le passé et qu'en retenant le maximum, une approche prudente est retenue.

Concernant le risque de taux la stratégie d'investissement conduit à constater un différentiel de duration important entre l'actif et le passif (9,8 ans au 31/12/2015 pour 9,4 ans au 31/12/2016). Néanmoins, à aucun moment, cette situation n'a empêché l'Institution de respecter ses engagements techniques.

La gestion des risques de marché passe également par le respect du principe de la personne prudente. Celui-ci repose sur les règles et procédures mises en place reprise dans la politique de gestion des risques financiers de l'Institution.

Depuis 2016, l'Institution mène un important travail de transparence de son portefeuille dans le cadre du calcul du SCR. Par suite, des analyses d'impacts de cette transparence sur le SCR Marché sont menées notamment dans le but de conduire à des arbitrages spécifiques éventuels sur la politique de placement en fonction des objectifs poursuivis.

### **3.3. Risque de crédit**

#### **3.3.1. Analyse du risque de crédit**

Le risque de crédit intègre les risques de défauts des clients ou des contreparties. Il recouvre également le risque de spread pour les titres du secteur privé détenus par l'Institution.

Concernant le risque de défaut d'une contrepartie, il est noté qu'il existe deux types d'expositions : les cotisations à recevoir et les dépôts bancaires. Compte tenu de la nature du contrat qui relie l'Institution à ses adhérents, la probabilité de défaillance de l'un des d'eux est nulle, dès lors le risque associé peut également être supposé nul. Dans ce cas, il ne reste à prendre en compte que le risque lié aux dépôts bancaires qui en terme de valorisation est retenu pour le montant du SCR net.

Comme en 2015, l'Institution dans le cadre du calcul du SCR a procédé à un exercice de transparence de son portefeuille d'actifs en 2016

Concernant le risque de spread et donc de détérioration des notations, l'Institution, compte tenu de sa taille, s'appuie sur ses prestataires. Les informations obtenues sont croisées avec celles émanant d'autres sources dans une optique de consolidation des données.

### **3.4. Risque de liquidité**

Ce risque est abordé sous deux axes.

L'analyse annuelle des gaps de trésorerie met en exergue le niveau élevé du ratio entre les actifs disponibles à moins d'un an et le flux estimé des prestations à verser sous un an (704% à fin 2016 pour 781 % à fin 2015). La volonté affichée de ne pas faire descendre ce niveau en deçà de 500 %, immunise l'institution à court terme contre un risque d'insuffisance de trésorerie pour faire face à ses engagements à moins d'un an. Néanmoins, compte tenu de son importance, ce ratio, sera recalculé, avant toute réallocation significative des actifs.

Pour analyser la capacité de vendre les actifs dans les meilleures conditions, il convient de rappeler la définition de la liquidité retenue par l'Institution. Sera considéré comme illiquide, tout produit dont la valeur liquidative n'est pas au moins hebdomadaire. Sont donc considérés comme illiquide : l'immobilier détenu en direct ou non ; les investissements en Private Equity et certains fonds de type FCT – fonds commun de titrisation ou FPS – fonds professionnels spécialisés.

Sur la base du portefeuille arrêté au 31 décembre 2016, le montant des actifs illiquides est de l'ordre de 12 % du portefeuille. La perte totale de valeur de ces titres ne remettrait pas en cause la couverture des engagements réglementés.

## **3.5. Risque opérationnel**

### **3.5.1. Structuration de la gestion des risques opérationnels**

La gestion des risques opérationnels est décrite dans une politique spécifique qui la présente de manière détaillée. Elle reprend donc les items développés : identification des risques, modélisation des risques, quantification des risques, pilotage des risques et reporting des risques.

Les risques opérationnels ont été identifiés lors de l'établissement du registre des risques. Une représentation en 9 sous-familles a permis de couvrir l'ensemble des processus internes et des risques liés aux partenaires externes (adhérents, fournisseurs...).

Ils sont également suivis via une base des incidents opérationnels mise en place en janvier 2014 et par les évolutions du dictionnaire des risques.

Les risques opérationnels sont valorisés de façon globale par le SCR opérationnel. Néanmoins, des approches unitaires ont été mises en place. Elles se basent d'une part sur le suivi d'indicateurs qualitatifs (ratio, historique, analyse de la base des incidents opérationnels) et d'autre part sous la forme d'un scoring associant les impacts à l'occurrence.

Les éléments d'atténuation du risque sont précisés pour chacun des risques identifiés dans le cadre du dictionnaire des risques. Il s'agit principalement du déploiement de moyens humains ou matériels. La pertinence des méthodes d'atténuation fait l'objet d'une évaluation annuelle par les propriétaires des risques, le responsable de la fonction gestion des risques et les dirigeants effectifs sur la base de critères quantitatifs (par exemple : nombre d'incident, délai, ...) et qualitatifs. Cette évaluation pourra être complétée par un audit diligenté par le porteur de ladite fonction.

Le suivi et le pilotage des risques opérationnels sont réalisés au travers :

- du contrôle interne qui dans le cadre de ses missions s'assure de la définition, des mises à jour et du respect des procédures ;

- de l'auditeur interne qui au travers de ses fonctions pourra évaluer l'organisation, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne mis en place pour faire des recommandations.
- les responsables qui doivent faire remonter aux dirigeants effectifs l'ensemble des difficultés rencontrées tout comme les suggestions d'amélioration ou de rationalisation des circuits de fonctionnements ;

En complément, l'Institution a élaboré et analysé un ensemble approprié de simulations relatives aux risques opérationnels basé à tout le moins sur les approches suivantes :

<b>Test</b>	<b>Menace</b>	<b>Moyen de secours</b>
<b>Défaillance d'un processus clé</b>		
<i>Païement des prestations</i>	<i>Absence de « valideurs »</i>	<i>Organisation en amont des congés pour assurer la disponibilité des équipes</i>
	<i>Absence de signataires</i>	<i>Organisation en amont des congés pour assurer la disponibilité d'au moins deux signataires comptables et deux signataires administratifs</i>
	<i>Indisponibilité partielle ou totale de la fibre optique numérique</i>	<i>Mise en œuvre de la procédure de secours (via une ligne indépendante) ; voire de la procédure dégradée (dépôt du fichier des paiements directement à l'agence bancaire)</i>
<i>Gestion de la trésorerie</i>	<i>Absence des exécutants</i>	<i>Documentation ad-hoc des procédures</i>
<b>Défaillance de membres clés du personnel</b>		
<i>Actuariat</i>	<i>Indisponibilité</i>	<i>Procédures documentées pour les cabinets d'actuariat externes</i>
<b>Défaillance d'un système clé</b>		
<i>Panne des serveurs</i>	<i>Indisponibilité partielle ou totale du système d'informations (SI)</i>	<i>Plan de sauvegarde informatique</i>
<b>Occurrence d'événement externe</b>		
<i>Dommages immeuble</i>	<i>Indisponibilité partielle ou totale des locaux</i>	<i>Plan de reprise de l'activité (scenario 2 du plan de continuité d'activité)</i>
<i>Pandémie</i>	<i>Indisponibilité partielle ou totale du personnel</i>	<i>Plan de reprise de l'activité (scenario 2 du plan de continuité d'activité)</i>

### 3.5.2. Situation à fin 2016 et perspectives 2017

Les risques **Ressources Humaines** correspondent à ceux générés par la gestion des salariés de l'entreprise (compétence, absentéisme, rémunération, recrutement...). Leur analyse a fait ressortir les problématiques inhérentes aux structures de taille moyenne : difficulté à partager le savoir-faire des collaborateurs spécialisés ; nécessité d'anticiper les remplacements des collaborateurs quittant la structure. A cet effet, il a été demandé à tous les collaborateurs de documenter l'ensemble de leurs tâches selon des procédures ou modes opératoires propres à leur service. Par ailleurs, les formations internes pour un meilleur transfert du savoir-faire vont être multipliées.

Les adhérents sont les principaux **Partenaires** de l'Institution et le risque associé à la méconnaissance de l'ensemble des garanties et des délais par les interlocuteurs, ce qui conduit à recevoir des demandes tardives d'adhésion ou de prestations.

Le risque **fournisseur** concerne l'ensemble des prestataires de services et des fournisseurs. On peut citer de façon non exhaustive : les achats de fournitures ou de matériels, les abonnements, les missions d'accompagnement, les partenaires financiers (banque et société de gestion financière, ...). La politique de sous-traitance mise en place en 2015 a permis de définir le cadre des relations avec les sous-traitants jugés critiques (secours informatiques, transparence, production des états réglementaires...) et donc de diminuer le risque brut. Les anciens contrats vont faire l'objet d'une révision et ce pour se conformer aux attendus de la directive solvabilité 2 en matière de sous-traitance.

Il est apparu indispensable de mettre en place une revue régulière de la solidité financière des fournisseurs pour lesquels un engagement annuel, voire pluriannuel a été contractualisé. En effet, celle-ci n'est appréciée que lors de la mise en concurrence. De même, il sera inscrit, au plan d'audit interne de l'Institution, la réalisation d'audits externes ou de questionnaires annuels de contrôle de l'activité des sous-traitants.

Le risque de **fraude** interne est jugé faible, considérant l'application du principe de séparation des tâches dans la liquidation des prestations, la mise en place de la procédure de mises en concurrence et la politique d'ordonnement des paiements.

Concernant la fraude externe (paiement d'une prestation fictive, absence ou fausse déclaration de prestataires), des outils de détections seront mis en place en s'appuyant sur les fichiers reçus dans le cadre de la DSN. Ceux-ci pourront permettre de détecter les informations omises ou erronées.

**L'organisation des opérations** consiste à décrire le schéma des responsabilités et des interfaces entre les différents intervenants / services. Les problèmes relevés, dans le cadre de la base des incidents, font l'objet d'échanges réguliers au niveau du comité des risques et des dirigeants effectifs qui s'attachent à ajuster l'organisation pour qu'elle réponde aux mieux à ses attentes. Un axe général d'amélioration a, en parallèle, été défini : il repose sur le principe de transformation des pratiques « d'usages » en procédures pérennes. Ainsi, par exemple, les services techniques et comptables se réapproprient au fur et à mesure, les actions réalisées par le service informatique.

Ce paragraphe concerne les risques inhérents à la **réalisation des opérations** : il couvre aussi bien les erreurs humaines que les problèmes de fiabilité.

La mise en place de planning et de procédure de contrôle croisé permet de réduire les risques de non réalisation ou d'erreur. Néanmoins, il est prévu de re-sensibiliser les collaborateurs aux principes de l'autocontrôle. Cela permettra également de formaliser l'ensemble des contrôles pour éviter les redondances et d'organiser les contrôles par transition.

Les risques associés aux **enjeux de planification et d'exploitations** informatiques ont été réduits par diverses mesures qui ont démontré leur efficacité. En effet, aucun incident n'a été déclaré sur l'année 2016.

Les difficultés rencontrées tiennent aux développements demandés sur le système de gestion ou aux choix d'un logiciel/ progiciel métier. En effet, des expressions de besoin incomplètes ou erronées peuvent se traduire par l'allongement des délais de réalisation, voire par le choix d'une solution inadaptée aux possibilités internes. A cet effet, un processus de pilotage dédié à la gestion des projets transversaux est en cours de déploiement. Il va également intégrer l'analyse constante des attendus réglementaires et la capacité du système à y répondre.

Cette partie regroupe les risques inhérents à la **sécurité** des personnes, des biens et du patrimoine de données de l'Institution. Les travaux relatifs à la sécurité physique et informatique font l'objet d'un suivi spécifique ce qui permet de classer les risques associés comme étant mineurs. La consolidation du PCA va sécuriser la continuité d'activité. Néanmoins, des tests adéquats devront être réalisés.

Le risque de **non-conformité** regroupe notamment, la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, le traitement des réclamations et des médiations, la protection de la clientèle, la conformité législative et réglementaire dans sa globalité.

L'analyse des risques résiduels fait ressortir la nécessité d'optimiser les veilles juridiques inhérentes à chaque service et, en conséquence, de mettre à jour les procédures internes et les documents externes.

En conclusion, il ressort que les risques opérationnels sont clairement identifiés, tout comme les mesures de réduction de risque à mettre en place. Les plans d'actions choisis priorisent l'importance du risque ainsi que la possibilité de le réduire.

Les travaux ci-après ont ainsi été définis comme priorités : révision du PCA, mise à jour du dictionnaire des données et déploiement d'un nouveau système de gestion des incidents et opérationnels. Les autres points signalés dans la synthèse précédente ne seront pas pour autant oubliés.

### 3.6. Autres risques importants

Ils sont inhérents à la stratégie et à l'environnement dans lequel évolue l'Institution. La définition de la stratégie est assurée par le Conseil d'administration qui s'appuie sur les informations remontées par les dirigeants effectifs et les fonctions clés. Il bénéficie également de tous les outils relatifs à la gouvernance mis en place (bureau, comité d'audit, plan de formation, ...). Les Instances intègrent, également dans leur processus décisionnaire, les éléments externes : réputation, recommandation, attentes des autorités de tutelle, évolution réglementaire.

L'analyse menée fait ressortir la prédominance des risques de souscriptions et de marché, ce qui est cohérent avec le cœur de métier de l'Institution.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Risque d'invalidité et de morbidité	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Risque Catastrophe	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Action	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Spread	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Concentration	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Risque de tarification	Fort	Rare	Majeur
Risque de mortalité	Fort	Rare	Majeur
Risque de longévité	Fort	Rare	Majeur
Risque de révision	Fort	Rare	Majeur
Taux d'intérêt	Fort	Rare	Majeur

Concernant les autres risques majeurs, il faut noter l'importance des risques liés à l'environnement réglementaire dans lequel évolue l'Institution. Les nombreuses réformes ou lois d'importance ont tendance à impacter l'organisation de l'Institution. C'est le cas de la loi Eckert sur les capitaux en

déshérence, la Déclaration Sociale Nominative ou DSN, et d'autres potentielles comme la réforme du prélèvement des impôts à la source (projet PASRAU) et du régime des retraites. Ces réformes ne sont pas sans conséquence sur les processus opérationnels, ces derniers étant impactés en matière de déploiement de ces contraintes réglementaires (organisation, système d'information, pilotage des activités sous nouvelles contraintes) tant en matière de coûts que de besoin croissant de pilotage et de reporting.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Risque de non-conformité	Elevé	Rare	Modéré
Réputation	Elevé	Exceptionnelle	Modéré
Recommandation	Fort	Exceptionnelle	Majeur
Evolution environnement économiques, politiques et réglementaires	Fort	Elevé	Majeur

## 3.7. Autres informations

### 3.7.1. Expositions hors bilan

Les engagements hors bilan s'élèvent au 31 décembre 2016 à 29 463 K€ (43 370 K€ au 31 décembre 2015).

Il s'agit principalement d'engagements financiers portant sur les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI), organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de droit français agréé par l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui ont vocation à favoriser le renforcement des fonds propres des PME françaises dites "entreprise innovante".

Entrant dans le cadre de la stratégie financière globale de l'Institution, nous observons au 31 décembre 2016 les variations suivantes qui découlent des différents appels de fonds réalisés au cours de l'exercice 2016 :

ENGAGEMENTS DONNES (en Milliers d'Euros) au 31/12/2016		ENGAGEMENTS DONNES (en Milliers d'Euros) au 31/12/2015	
TYPE	Montant brut	TYPE	Montant brut
FCPI LFPI RESILIENCE	4 150	FCPI LFPI RESILIENCE	5 500
FCPI BIODISCOVERY 4	3 705	FCPI BIODISCOVERY 4	6 174
FCPI IDINVEST SECONDARY FUND II	3 675	FCPI IDINVEST SECONDARY FUND II	4 792
FCPI INFRAVIA EUROPEAN FUND II	2 888	FCPI INFRAVIA EUROPEAN FUND II	3 105
FCPI UNIGESTION SECONDARY OPPORTUNITY III	2 743	FCPI UNIGESTION SECONDARY OPPORTUNITY III	4 932
FCPI WCP#2	2 493	FCPI WCP#2	4 190
FCPI BROWNFIELDS 2	2 100	FCPI BROWNFIELDS 2	4 500
FCPI FRANCE EUROPE CAPITAL	1 936	FCPI FRANCE EUROPE CAPITAL	2 732
FCT PRIDE	1 377	FCT PRIDE	4 009

FCPI GINGKO FUND SCA SICAR	1 204	FCPI GINGKO FUND SCA SICAR	1 644
FCPI PARTECH INTERNATIONAL VI	865	FCPI PARTECH INTERNATIONAL VI	2075
FCPI 21 CENTRALE PARTNERS IV	568	FCPI 21 CENTRALE PARTNERS IV	162
FCPI ERES II	490	FCPI ERES II	473
FCPI IRIS CAPITAL FUND III	473	FCPI IRIS CAPITAL FUND III	556
FCPI FLFPE	400	FCPI FLFPE	400
FCPI BIODISCOVERY 3	280	FCPI BIODISCOVERY 3	629
FCPI MASSINISSA LUX	116	FCPI MASSINISSA LUX	497
<b>TOTAL ENGAGEMENTS</b>	<b>29 463</b>	<b>TOTAL ENGAGEMENTS</b>	<b>46 370</b>

16 907 K€ ont fait l'objet d'appel de fonds dans la cadre de la stratégie globale des différences FCP et d'un Fonds commun de titrisation - fonds d'investissement qui a pour objet d'acquérir des créances et d'émettre des obligations ou des parts ou actions représentatives de ces créances.

8 282 K€ de produits financiers ont été comptabilisés au titre de ces FCPI et 386 K€ au titre du FCT PRIDE au 31 décembre 2016.

### 3.7.2. Description des « stress tests » effectués dans le cadre de l'ORSA en 2016

L'Institution a procédé au cours de l'année 2016 à l'exercice ORSA notamment pour valoriser ses principaux risques dans des situations de stress tests pour mesurer sa résistance aux chocs.

Les 5 risques les plus consommateurs en SCR ont été identifiés pour le processus ORSA :

	<b>Nom</b>	<b>SCR avant diversification et atténuation</b>
n°1	Risque action	57,0 m€
n°2	Risque de taux d'intérêt	28,7 m€
n°3	Risque Catastrophe Vie	24,4 m€
n°4	Risque de spread	17,9 m€
n°5	Risque souscription et prov. invalidité	17,7 m€

Les hypothèses retenues pour la réalisation du processus ORSA en 2016 ont été les suivantes :

- Encaissements : stabilité compte tenu de la structure de la population
- Prestations : prise en compte de 1 % de revalorisation des prestations

Les autres hypothèses techniques retenues sont :

- Les tables retenues sont celles utilisées dans le cadre de la réglementation Solvabilité I. En effet, compte tenu de la taille des échantillons, il n'a pas été possible de faire des tables d'expériences pour les garanties RE et RC. Pour les pensions d'invalidité, il a été démontré que les provisions calculées sont très proches de celles calculées avec les tables officielles. Dès lors, il a été décidé de retenir celles-ci pour uniformiser la provenance des tables.

- Les ratios de sinistralité : l'étude des ratio S/P sur les deux dernières années de survenance a permis de déterminer pour chacune des garanties le niveau moyen qui sera retenu pour les projections
- La répartition démographique des nouveaux entrants pour les risques invalidité, rente d'éducation et de conjoints est basée sur la moyennes des observations des survenances 2014 et 2015. Les prestations moyennes retenues sont celles observées au titre de la survenance 2014.

#### Rappel des hypothèses retenues dans le cadre du stress test :

- **Scénario central** : continuité de l'activité avec prise en compte de la réforme des retraites
- **Scénario I** : absence de reconduction et simulation d'un Run-Off (situation d'arrêt de nouvelles souscription et des nouveaux sinistres afférents)  
Cette situation correspond à une fin de désignation de l'Institution pour la gestion du régime de Prévoyance du personnel de la Sécurité Sociale et des assimilés. Elle se traduit par une absence de cotisations et de prise en charge des nouvelles prestations à compter de 2017.
- **Scénario II** : hausse simultanée des ratios de Sinistres rapportés aux primes (S/P) de +20 % sur toutes les garanties sur toutes les années projetées.  
Il est supposé que la sinistralité se dégraderait à partir de 2016.
- **Scénario III : baisse simultanée des taux d'intérêts et des marchés actions**  
Dans ce scénario, l'Institution devrait faire face sur 2016 à une baisse de 22 % des marchés actions. Ce seuil de 22 % correspond au choc calibré pour les participations stratégiques. En parallèle, la courbe des taux d'intérêt retenue pour l'ensemble des calculs sur la période 2016 – 2019 est celle qui a été publiée par l'EIOPA fin mai 2016.

Dans tous les cas, il a été retenu une potentielle réforme des retraites qui conduirait à estimer un âge de départ à la retraite de 63 ans au 1er janvier 2019.

La valorisation des autres risques du Besoin Global de Solvabilité ou **BGS** présente les risques suivants comme étant pris en compte. En effet l'analyse menée fait ressortir la prédominance des risques de souscriptions et de marché, ce qui est cohérent avec le cœur de métier de l'Institution. Cf. 3.6

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Risque d'invalidité et de morbidité	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Risque Catastrophe	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Action	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Spread	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Concentration	Fort	Exceptionnelle	Modéré
Risque de tarification	Fort	Rare	Majeur
Risque de mortalité	Fort	Rare	Majeur
Risque de longévité	Fort	Rare	Majeur
Risque de révision	Fort	Rare	Majeur
Taux d'intérêt	Fort	Rare	Majeur

Concernant les autres risques majeurs, il faut noter l'importance des risques liés à l'environnement réglementaire dans lequel évolue l'Institution.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Risque de non-conformité	Elevé	Rare	Modéré
Réputation	Elevé	Exceptionnelle	Modéré
Recommandation	Fort	Exceptionnelle	Majeur
Evolution environnement économiques, politiques et réglementaires	Fort	Elevé	Majeur

L'ensemble des risques présents à la fois dans la formule standard et dans le dictionnaire des risques a été intégré dans le calcul du BGS. Le risque de liquidité des actifs et les risques jugés majeurs pour l'Institution ont été rajoutés.

La quasi-totalité de ces risques sert de base à la détermination de scénarii testés dans le cadre du respect permanent du SCR et des exigences relatives aux provisions techniques.

Rappel des principaux résultats :

- Scénario central

Sur la base du scénario central de poursuite d'activité, l'Institution couvre son SCR ainsi que son MCR sur la période 2015-2019 de même que son Besoin Global de Solvabilité.

	2015	2016e	2017e	2018e	2019e
SCR	94,4 m€	94,2 m€	95,2 m€	96,7 m€	95,6 m€
<i>Taux de couverture du SCR</i>	<i>200 %</i>	<i>216 %</i>	<i>225 %</i>	<i>164 %</i>	<i>176 %</i>
MCR	33,1 m€	32,5 m€	32,4 m€	32,9 m€	33,0 m€
<i>Taux de couverture du MCR</i>	<i>570 %</i>	<i>626 %</i>	<i>662 %</i>	<i>483 %</i>	<i>509 %</i>
BGS	97,2 m€	97,0 m€	98,0 m€	99,5 m€	98,4 m€
<i>Taux de couverture du BGS</i>	<i>194 %</i>	<i>210 %</i>	<i>219 %</i>	<i>160 %</i>	<i>171 %</i>

- Scénario I

Sur la base du scénario I, **situation de « Run-Off »**, l'Institution couvre également son SCR et MCR.

	2015	2016e	2017e	2018e	2019e
SCR	94,4 m€	87,3 m€	75,2 m€	70,9 m€	66,8 m€
<i>Taux de couverture du SCR</i>	<i>200 %</i>	<i>215 %</i>	<i>240 %</i>	<i>243 %</i>	<i>247 %</i>
MCR	33,1 m€	32,6 m€	18,8 m€	17,7 m€	16,7 m€
<i>Taux de couverture du MCR</i>	<i>570 %</i>	<i>576 %</i>	<i>961 %</i>	<i>974 %</i>	<i>986 %</i>

BGS	97,2 m€	90,1 m€	78,0 m€	73,7 m€	69,6 m€
<i>Taux de couverture du BGS</i>	<i>194 %</i>	<i>209 %</i>	<i>232 %</i>	<i>234 %</i>	<i>237 %</i>

- Scénario II

Dans le cas de réalisation du **scénario II de dégradation de la sinistralité**, l'Institution couvre également ses besoins de solvabilité tant au niveau du SCR que du MCR et du BGS jusqu'en 2019.

	2015	2016e	2017e	2018e	2019e
SCR	94,4 m€	94,0 m€	96,5 m€	101,1 m€	103,2 m€
<i>Taux de couverture du SCR</i>	<i>200 %</i>	<i>198 %</i>	<i>194 %</i>	<i>121 %</i>	<i>119 %</i>
MCR	33,1 m€	32,8 m€	32,9 m€	33,7 m€	34,1 m€
<i>Taux de couverture du MCR</i>	<i>570 %</i>	<i>566 %</i>	<i>567 %</i>	<i>364 %</i>	<i>361 %</i>
BGS	97,2 m€	96,8 m€	99,3 m€	103,9 m€	106,0 m€
<i>Taux de couverture du BGS</i>	<i>194 %</i>	<i>192 %</i>	<i>188 %</i>	<i>118 %</i>	<i>116 %</i>

Il est noté que la composition du SCR n'évolue pas sensiblement entre les deux scénarios. Dès lors, aucune mesure de vigilance complémentaire ne devrait être mise en place.

- Scénario III

En cas de réalisation du **scénario III, c'est-à-dire un choc sur les marchés financiers**, l'Institution couvrira également ses besoins de solvabilité tant au niveau du SCR que du MCR.

	2015	2016e	2017e	2018e	2019e
SCR	94,4 m€	80,7 m€	82,8 m€	86,7 m€	88,2 m€
<i>Taux de couverture du SCR</i>	<i>200 %</i>	<i>182 %</i>	<i>189 %</i>	<i>118 %</i>	<i>126 %</i>
MCR	33,1 m€	33,3 m€	33,2 m€	33,7 m€	33,9 m€
<i>Taux de couverture du MCR</i>	<i>570 %</i>	<i>442 %</i>	<i>473 %</i>	<i>303 %</i>	<i>328 %</i>
BGS	97,2 m€	83,5 m€	85,6 m€	89,5 m€	91,0 m€
<i>Taux de couverture du BGS</i>	<i>194 %</i>	<i>176 %</i>	<i>183 %</i>	<i>114 %</i>	<i>122 %</i>

- **Simultanéité de tous les risques issus des scénarios**

	2015	2016e	2017e	2018e	2019e
SCR	94,4 m€	80,3 m€	81,8 m€	85,1 m€	85,9 m€
<i>Taux de couverture du SCR</i>	<i>200 %</i>	<i>160 %</i>	<i>148 %</i>	<i>57 %</i>	<i>48 %</i>
MCR	33,1 m€	33,6 m€	33,9 m€	34,7 m€	35,9 m€
<i>Taux de couverture du MCR</i>	<i>570 %</i>	<i>383 %</i>	<i>359 %</i>	<i>141 %</i>	<i>116 %</i>
BGS	97,2 m€	83,1 m€	84,6 m€	87,9 m€	88,7 m€
<i>Taux de couverture du BGS</i>	<i>194 %</i>	<i>155 %</i>	<i>144 %</i>	<i>56 %</i>	<i>46 %</i>

Cette projection « extrême » montre une baisse très nette des taux de couverture dans ce contexte de chocs cumulatifs. A noter que la couverture réglementaire du MCR est respectée.

Tous les enseignements de ces scénarios seront repris pour la réalisation de l'exercice ORSA 2017 afin d'en réaliser l'évaluation au vu des données constatées en 2016.

## 4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

### 4.1. Actifs

#### 4.1.1. Classement

Le classement des titres est réalisé dans les comptes sociaux, conformément aux principes comptables français. Pour ventiler les actifs dans le bilan prudentiel, les principes de classements suivants ont été retenus :

Classe d'actifs	Type de produits
Actions	Actions, parts sociales dans les banques, œuvres d'arts
OTF	Obligations d'entreprise à taux fixe, obligations foncières, FPS
OAT	Obligations d'Etat (OCDE ou EEA), bons du trésor (BTF, BTAN)
OTV	Obligations d'entreprise à taux variable
OATi	Obligations indexées sur l'inflation
Actions Stratégiques - Participations	Participations
Immobilier de Placement	OPCI, SCI, FCPI, Immobilier
Monétaire	Livrets, comptes à terme, contrats de capitalisation, prêts, OPCVM monétaire, dépôts SFG, TSR et TSDI, certificats de dépôt, billets de trésorerie, CDN, BMTN, livrets institutionnels
Obligations Perpétuelles	Obligations perpétuelles
OPCVM Diversifiés	OPCVM, FCP, EMTN, bons de souscription, contrats à terme
OPCVM UC	OPCVM UC
Actions Stratégiques - Private Equity	Capital-investissement, fonds de placements privés, FPCI
Immobilier d'Exploitation	Immobilier d'exploitation

Obligation convertibles	Obligations convertibles
Avoirs en banque	Banques, Prêts du fonds social

### 4.1.2. Valorisation

La comptabilisation sociale des actifs financiers est réalisée dans le respect des règles comptables françaises. Néanmoins, pour les titres qui présentent une moins-value latente, l’Institution ajuste la valeur comptable de ceux-ci et ce quel que soit le type de placements. Dès lors, pour ces titres, il y a égalité entre les valorisations sociales et prudentielles. Les titres qui présentent une plus-value latente, ne font pas l’objet de correction de valeur comptable.

La valorisation prudentielle se base sur :

- des valeurs de marché pour les titres pour lesquels un marché liquide existe ;
- des valeurs à dire d’expert pour la gestion alternative, le Private Equity, l’immobilier détenu en direct ou non et des titres obligataires pour lesquelles il n’existe pas de marchés liquides.

### 4.1.3. Evolution de la valorisation prudentielle

La valeur de marché des placements au 31 décembre 2016 se monte à 1 015,4 millions d’euros en hausse de 2,5 %

La valorisation prudentielle des placements au 31 décembre 2016 s’établi comme suit :

Type de placement (en millions d’euros)	Valeur de marché au 31/12/2015	Valeur de marché au 31/12/2016	Evolution 2016/2015	Nombre
Obligation à taux fixe	24,0	27,0	+ 3,0	6
Obligation à taux variable	19,3	19,5	+0,2	1
Immobilier de Placement	24,8	26,5	+1,7	3
Monétaire	698,2	694,7	-3,5	10
OPCVM Diversifiés	150,5	174,5	24,0	27
Actions Stratégiques - Private Equity	72,6	72,1	-0,5	16
Avoirs en banque	1,7	1,1	-0,6	5
Total	991,1	1 015,4	24,3	68

## 4.2. Provisions techniques

### 4.2.1. Classement des provisions

La classification des risques retenue dans le cadre du bilan prudentiel est la suivante :

Risque	Nature de la provision	Ligne de métier	Classement
Décès, Frais d'obsèques	Provisions	32	<i>Vie</i>
Rente de conjoint	Mathématiques (PM)	32	<i>Vie</i>
Rente d'éducation	+	32	<i>Vie</i>
Maintien Garantie Décès	Provisions pour Sinistres A Payer	32	<i>Vie</i>
Invalidité	(PSAP)	33	<i>Santé – Techniques assimilables à la vie</i>

Les provisions « invalidité » sont classées dans la catégorie « Santé – Techniques assimilables à la vie ». En revanche les provisions de primes « invalidité » sont classées en « Santé – Non Vie », les autres provisions de primes sont classées en Vie.

### 4.2.2. Hypothèses et Valorisation

Les provisions de sinistres connus d'invalidité et de rentes (éducation, orphelin, conjoint) ont été calculées sur les bases suivantes :

- Sélection des individus en cours de paiement d'une prestation au 31 décembre 2016 ;
- Courbe des taux sans prise en compte de l'ajustement de volatilité publiée par l'EIOPA ;
- Utilisation des tables officielles de maintien ou de mortalité (BCAC pour l'invalidité, TGH\_TGF 2005 pour les rentes de conjoint et les rentes d'éducatons) ;
- Utilisation d'une loi de poursuite d'étude d'expérience pour les rentes d'éducation ;
- Taux annuel de revalorisation de 1 % sur l'ensemble des garanties.

Les taux de frais retenus incluent l'ensemble des charges d'acquisition, de gestion des sinistres, d'administration et de gestion des placements.

Concernant les garanties décès et après-décès, il n'a pas été retenu pour les calculs de tables de mortalité d'expériences, et ce du fait de la taille des échantillons de références.

Concernant l'invalidité, il a été également retenu les tables officielles publiées par le BCAC.

Le taux de revalorisation est déterminé à partir de l'historique des taux passés, décidés et validés par les Instances.

Les provisions de primes ont été calculées en se basant sur le principe qu'au 31 décembre n, les organismes adhérents ne peuvent plus dénoncer leur contrat. Dès lors, l'Institution est engagée pour une année supplémentaire et à ce titre, des provisions Best Estimate de primes doivent être comptabilisées. Le modèle projette une année de cotisations futures (hors affaires nouvelles) ainsi que les sinistres et frais futurs afférents à ces cotisations ; l'actualisation de ces flux donne le Best Estimate de primes.

Les autres provisions ont été calculées en actualisant les flux obtenus à partir des cadences observées. Ces paramètres sont déterminés à partir de l'analyse des triangles de déclarations des sinistres. Ils font l'objet d'une révision annuelle.

### 4.2.3. Prise en compte de mesures spécifiques Solvabilité 2

Les calculs ont été réalisés sans recours aux mesures spécifiques et transitoires offertes par la directive.

### 4.2.4. Calcul de la Marge Pour Risque

La marge de risque du portefeuille global d'engagements d'assurance est calculée selon la simplification dite méthode 3 présentée dans l'orientation 62 des orientations complémentaires de l'EIOPA relative à la valorisation des provisions techniques (EIOPA BoS - 14/166 FR).

La marge de risque a été calculée sur le portefeuille global des engagements de l'Institution en retenant un coût du capital de 6 %. Elle a ensuite été ventilée par ligne de métiers au prorata des provisions Best Estimate.

### 4.2.5. Evolution de la valorisation prudentielle

Au 31 décembre 2016, toutes garanties confondues, le Best Estimate de sinistres avec frais se monte à 832,3 M€ en hausse de 3,8 %. Le Best Estimate global présente une croissance comparable de 3,7 %.

Au 31 décembre 2016, la ventilation des provisions Best Estimate avec frais par garantie s'établit comme suit :

Garantie (en millions d'euros)	Best Estimate de sinistres avec frais	Best Estimate de primes avec frais	Marge de risque	Best Estimate Global
<b>Provisions techniques Santé (technique vie)</b>	<b>362,9</b>	<b>0,0</b>	<b>3,5</b>	<b>366,4</b>
Invalidité	362,9	0,0	3,5	366,4
<b>Provisions techniques Vie</b>	<b>469,4</b>	<b>-8,6</b>	<b>9,6</b>	<b>470,4</b>
Décès	15,5	-12,7	0,0	2,8
Maintien garantie décès	106,5	11,3	1,3	119,1
Rente de Conjoint	308,9	-6,7	8,0	310,2
Rente d'Education	38,5	-0,5	0,3	38,3
<b>Provisions techniques non vie</b>	<b>0,0</b>	<b>-16,7</b>	<b>0,6</b>	<b>-16,1</b>
Invalidité	0,0	-16,7	0,6	-16,1
<b>Total 2016</b>	<b>832,3</b>	<b>-25,3</b>	<b>+13,7</b>	<b>820,7</b>

Le tableau ci-après reprend la ventilation par garantie au 31 décembre 2015 :

Garantie (en millions d'euros)	Best Estimate de sinistres avec frais	Best Estimate de primes avec frais	Marge de risque	Best Estimate Global
<b>Provisions techniques Santé (technique vie)</b>	<b>368,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,3</b>	<b>371,3</b>
Invalidité	368,0	0,0	3,3	371,3

<b>Provisions techniques Vie</b>	<b>434,1</b>	<b>-8,4</b>	<b>9,9</b>	<b>435,6</b>
Décès	13,4	-11,9	0,0	1,5
Maintien garantie décès	96,1	10,7	2,5	109,3
Rente de Conjoint	286,1	-6,7	6,5	285,9
Rente d'Education	38,5	-0,5	0,9	38,9
<b>Provisions techniques non vie</b>	<b>0,0</b>	<b>-15,9</b>	<b>0,6</b>	<b>-15,3</b>
Invalidité	0,0	-15,9	0,6	-15,3
<b>Total 2015</b>	<b>802,1</b>	<b>-24,3</b>	<b>+13,8</b>	<b>791,6</b>

La croissance du Best Estimate global de 29,1 M€ s'explique principalement par :

- la baisse de 4,9 M€ des provisions de sinistres invalidité calculées en Best Estimate (provisions techniques Santé, technique vie) qui a pour origine l'évolution du portefeuille d'invalides (baisse des provisions Solvabilité 1)
- l'augmentation de 9,8 M€ des provisions de sinistres « maintien des garanties décès » (MGDC) calculées en Best Estimate qui découle de la croissance des provisions Solvabilité 1
- l'accroissement de 24,3 M€ des provisions de sinistres rente de conjoint calculées en Best Estimate qui provient de l'évolution du portefeuille de bénéficiaires (hausse des provisions Solvabilité 1)
- la hausse de 1,3 M€ des provisions de sinistres décès calculées en Best Estimate qui est la conséquence de l'évolution à la hausse des provisions pour sinistres à payer (PSAP).

### 4.3. Autres passifs

Pour déterminer les stocks d'impôts différés actifs et passifs, une comparaison poste par poste des éléments du bilan prudentiel à ceux du bilan fiscal a été réalisée conduisant à valoriser des différences entrant ou non dans le bilan prudentiel. Des impôts « différés » sont valorisés.

Ces évaluations ont été réalisées en retenant un taux moyen de 33,33 % au titre de l'impôt sur les sociétés et de 1,10 % au titre de la contribution économique territoriale (CET).

Le montant des impôts différés s'élève à 6,7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

### 4.4. Méthodes de valorisation alternatives

Il n'a pas été fait appel à des méthodes de valorisations alternatives. Afin de garantir au mieux la comparaison des résultats de l'Institution, les paramètres du modèle standard seront maintenus dans le temps.

## 5. GESTION DU CAPITAL

### 5.1. Fonds propres admis en couverture

Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR et du MCR se montent à 193,3 millions d'euros au 31 décembre 2016 en baisse de 5 %.

L'évolution du bilan prudentiel sur la période de référence se présente comme suit :

Poste bilanciel (en millions d'euros)	Montant au 31/12/2015	Montant au 31/12/2016	Variation en montant	Variation en %
<b>Actif</b>	<b>1 010,0</b>	<b>1 028,4</b>	<b>+18,4</b>	<b>+2 %</b>
Impôts différés actifs	12,8	6,7	-6,1	-48 %
Immobilisations corporelles pour usage propre	11,2	11,1	-0,1	-1 %
Placements (autres que UC)	977,5	1 002,8	+25,3	+3 %
Créances	5,3	6,5	+1,2	+23 %
Trésorerie et équivalent	3,1	1,1	-2,0	-65 %
Autres actifs non mentionnés	0,1	0,2	+0,1	+100 %
<b>Passif</b>	<b>807,4</b>	<b>835,1</b>	<b>+27,7</b>	<b>+3 %</b>
Provisions techniques brutes Santé NSLT	-15,3	-16,1	-0,8	+5 %
Provisions techniques brutes Santé SLT	371,7	366,4	-5,3	-1 %
Provisions techniques brutes Vie	435,5	470,4	34,9	+8 %
Autres provisions	1,0	1,1	0,1	+10 %
Impôts différés passifs	12,89	6,7	-6,1	-48 %
Dettes	1,7	6,7	4,9	+288 %
<b>Total des Fonds Propres éligibles à la couverture du SCR et du MCR</b>	<b>202,6</b>	<b>193,3</b>	<b>-9,3</b>	<b>-5 %</b>

La baisse de 9,3 millions d'euros des fonds propres éligibles s'explique principalement par une croissance plus élevée des provisions techniques brutes vie (+34,8 M€) que celles constatées des placements (+25,2 M€).

Cette situation traduit le fait que les engagements d'assurance de l'Institution sont plus importants en 2016 qu'en 2015 (cf. la modification des engagements sur les prestations de rente ; durée d'assurance constatée plus longue).

Le stock des plus-values latentes constatées en 2016 est en légère baisse par rapport à 2015 ce qui entraîne une hausse plus faible des placements et par conséquent une diminution des fonds propres admis en couverture du SCR et du MCR.

## 5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

### 5.2.1. SCR, MCR et ratios de couverture

Au 31 décembre 2016, le SCR ressort à 100,4 M€ et le MCR à 36,3 M€.

#### a- Ratio de couverture du SCR :

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Evolution ( %)
SCR	99 661 K€	100 453 K€	+0,8 %
Fonds propres éligibles	202 596 K€	193 312 K€	-4,6 %
<b>Ratio de couverture du SCR</b>	<b>203 %</b>	<b>192 %</b>	<b>-5,3 %</b>

Le SCR est valorisé à 100 453 K€, soit une hausse de +0,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Avec un montant de fonds propres éligibles de 193,3 M€, le ratio de couverture du SCR s'élève à 192 %.

Ce ratio est en baisse de 5,3 %, expliquée par l'augmentation du SCR (+0,8 %) et la diminution des fonds propres S2 admis en couverture (-4,6 %).

Pour rappel, le SCR ou le Capital de Solvabilité Requis mesure la couverture de tous les risques valorisés dans le cadre du modèle Solvabilité 2 de l'entreprise au regard de ses fonds propres éligibles. Pour mémoire le Conseil d'administration a fixé son appétence aux risques à hauteur du ratio de couverture à 100 % (conformément à l'attendu réglementaire). Toute baisse significative du taux constatée, tant réellement que par projection (exercice ORSA) entraînerait des mesures correctives immédiates.

#### b- Ratio de couverture du MCR :

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Evolution ( %)
MCR	33 149 K€	36 304 K€	+9,5 %
Fonds propres éligibles	202 596 K€	193 312 K€	-4,6 %
<b>Ratio de couverture du MCR</b>	<b>611 %</b>	<b>532 %</b>	<b>-12,9 %</b>

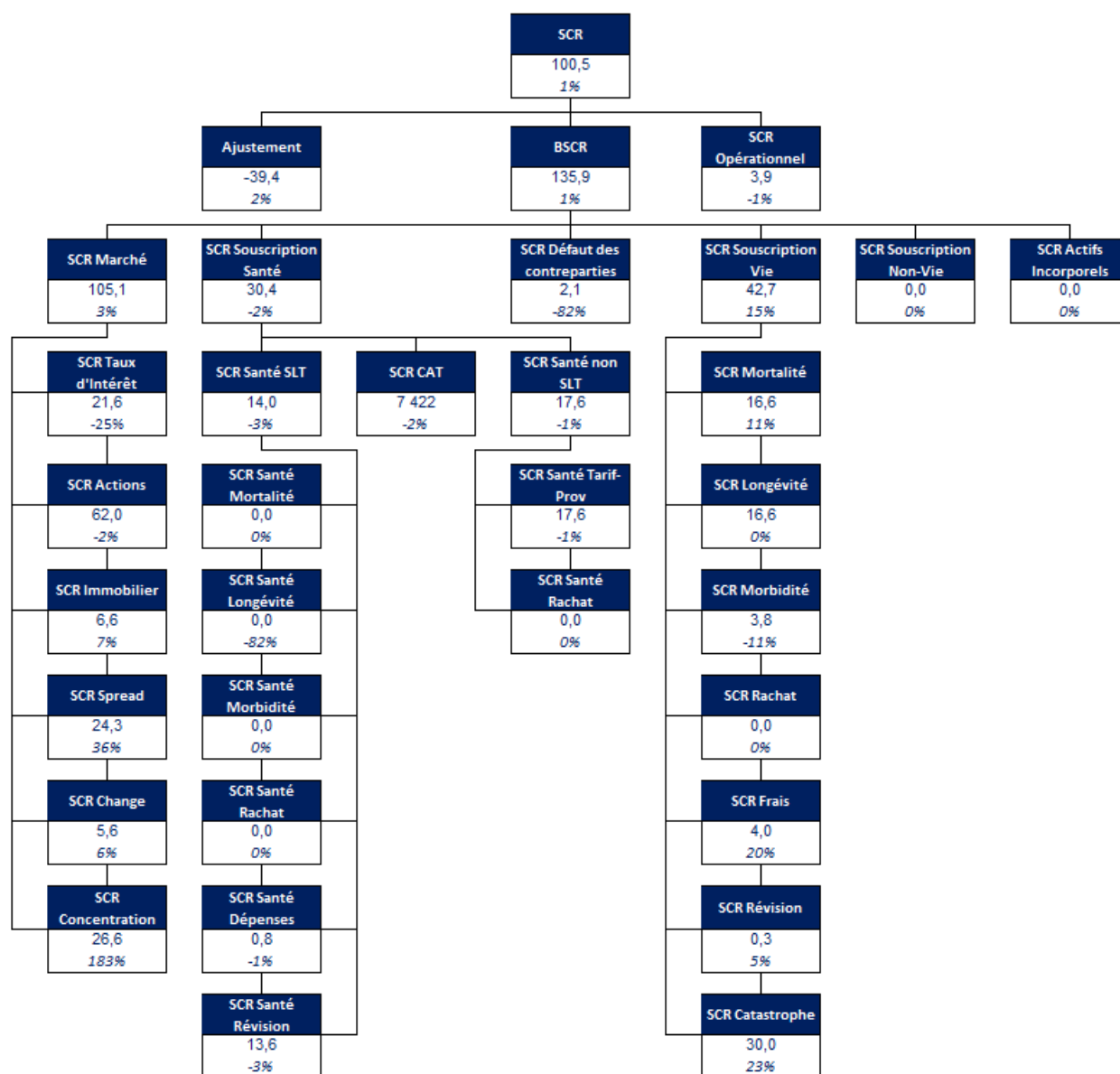
Le MCR (ou Minimum de Capital Requis) est valorisé à 36,3 M€. Sa hausse de 9,5 % s'explique par la croissance des capitaux sous risque des garanties Vie (provisions). Le ratio de couverture du MCR s'élève à 532 %.

Par rapport au 31 décembre 2015, ce ratio est en baisse de 12,9 %, expliquée par la diminution des fonds propres Solvabilité 2 admis en couverture et la hausse du MCR.

Pour cet indicateur, le seuil de 100 % est également retenu par la réglementation Européenne comme étant le niveau minimal ne pouvant pas avoir une valeur inférieure déclenchant l'intervention de l'ACPR et des mesures de redressement.

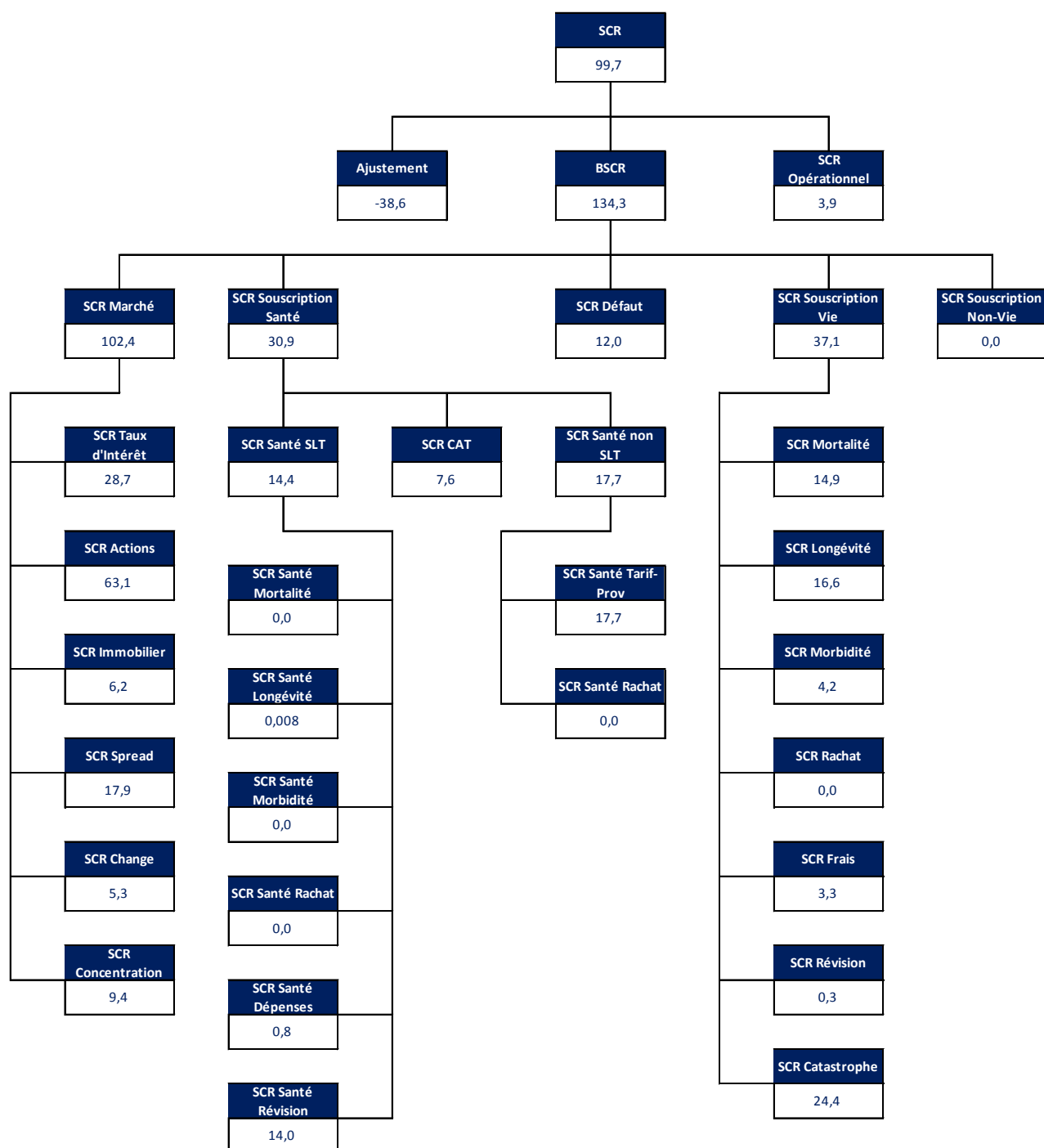
## 5.2.2. Décomposition du SCR par module de risque au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, la décomposition du SCR par module de risque est indiquée sur le graphe ci-après :



### 5.2.3. Décomposition du SCR par module de risque au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, la décomposition du SCR par module de risque se présentait comme suit :



## 5.2.4. Evolution des composantes du SCR

La présentation de l'évolution des différentes composantes du SCR est présentée ci-dessous :

SCR (montants en millions)	Données au 31/12/2015	Données au 31/12/2016	Variation en montant	Variation en %
SCR	99,7	100,4	0,7	+1 %
Ajustement	-38,6	-39,4	-0,8	+2 %
SCR Opérationnel	3,9	3,9	0,0	-1 %
BSCR (capital de solvabilité requis de base)	134,3	135,9	1,6	+1 %
<b>SCR Marché</b>	<b>102,4</b>	<b>105,1</b>	<b>2,7</b>	<b>+3 %</b>
SCR Taux d'intérêt	28,7	21,6	-7,1	-25 %
SCR Actions	63,1	62,0	-1,1	-2 %
SCR Immobilier	6,2	6,6	0,4	+7 %
SCR Spread	17,9	24,3	6,4	+36 %
SCR Change	5,3	5,6	0,3	+6 %
SCR Concentration	9,4	26,6	17,2	+183 %
<b>SCR Souscription Santé</b>	<b>30,9</b>	<b>30,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>-2 %</b>
SCR Santé SLT	14,4	14,0	-0,4	-3 %
SCR Santé Mortalité	0,0	0,0	0,0	0 %
SCR Santé Longévité	0,0	0,0	0,0	-82 %
SCR Santé Morbidité	0,0	0,0	0,0	0 %
SCR Santé Rachat	0,0	0,0	0,0	0 %
SCR Santé Dépenses	0,8	0,8	0,0	-1 %
SCR Santé Révision	14,0	13,6	-0,4	-3 %
SCR CAT	7,6	7,4	-0,2	-2 %
SCR Santé non SLT	17,7	17,6	-0,1	-1 %
SCR Santé Tarif-Prov	17,7	17,6	-0,1	-1 %
SCR Santé Rachat	0,0	0,0	0,0	0 %
<b>SCR Souscription Vie</b>	<b>37,1</b>	<b>42,7</b>	<b>5,6</b>	<b>+15 %</b>
SCR Mortalité	14,9	16,6	1,7	+11 %
SCR Longévité	16,6	16,6	0,0	0 %
SCR Morbidité	4,2	3,8	-0,4	-11 %
SCR Rachat	0,0	0,0	0,0	0 %
SCR Frais	3,3	4,0	0,7	+20 %
SCR Révision	0,3	0,3	0,0	+5 %
SCR Catastrophe	24,4	30,0	5,6	+23 %
<b>SCR Défaut</b>	<b>12,0</b>	<b>2,1</b>	<b>-9,9</b>	<b>-82</b>
<b>SCR Souscription Non-Vie</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0 %</b>
<b>SCR Incorporels</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0 %</b>

## 5.2.5. Explication des évolutions des composantes du SCR

Les éléments clés explicatifs des évolutions des différents SCR se présentent comme suit :

- Effet du modèle

Des travaux de consolidation du modèle standard, des corrections d'anomalies et des ajouts de valorisation de risque ont été implémentés. Sans remettre en cause la validité du modèle, ils correspondent à une meilleure appréciation des risques. Ainsi, la refonte du modèle de la garantie Invalidité qui permet de mieux prendre en compte l'âge de passage en Invalidité (avec une précision mensuelle) et l'approche de chocs des frais de la garantie Rente de Conjoint plus prudente ont un impact sur la variation du SCR.

- Effet conjoncturel

A l'instar du bilan social, les éléments pour le bilan prudentiel sont retenus au 31 décembre 2016.

Le SCR global ne présente qu'une faible hausse de +0,7 M€ alors que certains SCR évoluent fortement :

- SCR Concentration : hausse de 17,2 M€
- SCR Taux d'intérêt : baisse de 7,1 M€
- SCR Défaut : diminution de 9,9 M€
- SCR Catastrophe Vie : croissance de 5,6 M€

Toutefois l'application des matrices de corrélation entre les SCR en atténue les conséquences : la croissance du SCR global est limitée à +0,8 %.

- **Détail des SCR**

#### ***a- SCR Ajustement***

L'Institution n'est pas en situation d'impôts différés passifs supérieurs aux impôts différés actifs. Aussi, l'ajustement au titre des impôts différés est nul.

L'ajustement au titre de la capacité d'absorption des provisions s'élève à -39 406 K€. Cet ajustement correspond la différence entre le Best Estimate standard (incluant une revalorisation discrétionnaire dans la valorisation des engagements de rente) et le Best Estimate garanti (n'incluant que la revalorisation contractuelle dans la valorisation des engagements de rente).

La croissance de +2,2 % de cet ajustement s'explique par l'augmentation des provisions Best Estimate au titre des engagements de rente (Invalidité, Rente de Conjoint et Rente éducation).

#### ***b- SCR Opérationnel***

Le SCR Opérationnel de l'Institution est porté par les primes. La diminution ( -0,6 %) est liée à la baisse des cotisations acquises en 2016 par rapport aux cotisations acquises en 2015.

#### ***c- SCR Marché***

- **SCR de Taux d'intérêt**

La diminution de 25 % de ce SCR s'explique par :

- une légère réduction de la duration du passif (duration moyenne des engagements de 9,4 au 31 décembre 2016 contre 9,8 au 31 décembre 2015, soit une baisse de -4,2 %)
- une augmentation de la duration de l'actif (par exemple duration moyenne des OTF (Obligations d'entreprise à Taux Fixe) de 3,9 années au 31 décembre 2016 contre deux années au 31 décembre 2015).
- une correction apportée dans le modèle : un plancher de 1 qui était appliqué sur la duration modifiée des titres transparisés soumis au choc de taux a été supprimé.

- **SCR Action**

La réduction de 2 % de ce SCR provient :

- de la légère baisse de la valeur de marché des Private Equity (-0,8 %) détenues en direct
- une diminution de la valeur de marché des titres transparisés soumis au risque action (-4,6 %).

- **SCR Immobilier**

L'augmentation de +7 % (+400 k€) de ce SCR est due à la croissance de la valeur de marché des titres immobiliers (+6,8 %) détenus en direct.

- **SCR Spread**

La hausse de 36 % de ce SCR a pour origine :

- une croissance de la valeur de marché des obligations (+7,4 %) détenues en direct
- une augmentation de la valeur de marché des titres transparisés soumis au risque de spread (+25,5 %).

- **SCR Change**

L'augmentation de 6 % de ce SCR est expliquée essentiellement par une refonte du choc dans le modèle ADDACTIS® Modeling.

- **SCR Concentration**

La hausse de 183 % de ce SCR découle d'un élargissement de l'assiette d'actif soumise au risque de concentration ainsi qu'un nombre plus important de groupes émetteurs dont l'exposition dépasse le seuil du risque de concentration.

Au 31 décembre 2016, la transposition réalisée des titres amène à constater un dépôt dans la banque Royal Bank of Canada présentant une valeur de marché d'environ 200 M€. Ce placement n'était que temporaire car le gestionnaire du fonds FPS CAPSSA Cash Equivalent de l'Institution a finalisé ses opérations d'investissement au début du mois de janvier 2017.

#### ***d- SCR Santé SLT***

- **SCR SLT Dépenses**

La diminution de 1 % de ce SCR résulte principalement par une baisse du Best Estimate de frais de la garantie Invalidité.

- **SCR SLT Révision**

La réduction de 3 % de ce SCR s'explique par une minoration du Best Estimate de la garantie Invalidité (hors PSAP non choquées, 344 442 K€ au 31 décembre 2016 contre 353 944 K€ au 31 décembre 2015, soit une baisse de -2,7 %).

*e- SCR CAT*

La baisse de 2 % de ce SCR est liée à la baisse des montants sous risque.

*f- SCR Santé Tarification-Provisionnement*

La minoration de 1 % de ce SCR a pour cause la réduction des cotisations futures en arrêt de travail.

*g- SCR Souscription Vie*

- **SCR Vie Mortalité**

L'augmentation de 11 % de ce SCR s'explique par :

- l'accroissement du Best Estimate de sinistres des garanties « maintien garantie décès » (MGDC)
- l'augmentation du Best Estimate de primes des garanties « maintien garantie décès » (MGDC), Rente de Conjoint, Rente Éducation et Décès.

- **SCR Vie Longévité**

La baisse de 0,2 % de ce SCR provient de :

- l'augmentation du Best Estimate de sinistres des garanties Rente de Conjoint et Rente Éducation (+7,2 %)
- l'ajustement de la prise en compte du début de la rente de conjoint (impact de -13,5 %)
- l'évolution du modèle ADDACTIS® Modeling sur le modèle Rente de Conjoint permettant une prise en compte plus prudente des frais choqués au titre de ce risque (impact de +4,6 %).

- **SCR Vie Morbidité**

La réduction de 10,7 % de ce SCR a pour origine la diminution du Best Estimate des engagements assureurs sur les nouvelles survenances de sinistres en invalidité (due à la refonte du modèle Arrêt de Travail du modèle standard ADDACTIS® Modeling).

- **SCR Frais**

L'augmentation de 20 % de ce SCR s'explique par plusieurs facteurs :

- la majoration du Best Estimate de frais des garanties « maintien garantie décès » (MGDC), Rente de Conjoint, Rente Éducation et Décès (+2 %)

- l'ajustement de la prise en compte du début de la rente de conjoint (impact de -4 %)
- l'évolution du modèle ADDACTIS® Modeling sur le modèle Rente de Conjoint permettant une prise en compte plus prudente des frais choqués au titre de ce risque (impact de +23 %)
- **SCR Vie Catastrophe**

**La croissance de 23 % de ce SCR est directement liée à la hausse des capitaux sous risque des garanties « maintien garantie décès » (MGDC) et Décès (+23 %).** L'Institution utilise des calculs simplifiés pour ce SCR Vie catastrophe.

#### *h- SCR Défaut*

Le SCR Défaut des Contreparties de l'Institution est porté par les actifs de type trésorerie, dont les livrets et avoirs en banque (valeur de marché totale de 11 789 K€).

**La baisse de 82 % s'explique principalement par la diminution de la valeur de marché du livret institutionnel de l'Institution (10 640 K€ au 31 décembre 2016 contre 160 497 K€ au 31 décembre 2015), conséquence de l'application de la décision de la Banque Centrale Européenne de plafonner à 10 millions d'euros le montant des capitaux placés sur un Livret Institutionnel**

Au global, l'assiette globale de ce risque a diminué de 93 %. Toutefois le rating moyen des contreparties bancaires est moins bon qu'au 31 décembre 2015, d'où une baisse du SCR moins conséquente que la baisse de l'assiette.

### **5.3. Non-respect du MCR et du SCR**

- L'Institution respecte la couverture réglementaire de son SCR et MCR tant en 2015 qu'en 2016. Les projections ORSA lui permettent annuellement par ailleurs de choquer son modèle pour comprendre les conséquences des risques pris en compte au travers de la mesure de son MCR et SCR et d'en apprécier les limites dans des situations de risques importants.

## Annexes

## ANNEXE 1 Extrait du registre des risques à fin 2016

Contributeurs à la gestion des risques			
CA	Conseil d'administration	GRE	Gestion des Risques
Act	Actuariat	RH	Ressources Humaines
CI	Contrôle Interne	Serv. Compta.	Service Comptable
Comité	Comité (Dirigeants effectifs et responsables)	Serv. Infor.	Service Informatique
Com.	Communication	Serv. Juri.	Service juridique
DE	Dirigeants Effectifs	Serv. Tech.	Service Technique
Gestion actifs	Gestion actifs		

### Notation des risques

Échelle d'impact	Faible	Modéré	Elevé	Fort
Financier	< 5 KEuro	Entre 5 et 30 K€	Entre 30 et 150 K€	Plus de 150 K€
Juridique	Résolution Amiable	Saisine Médiateur	Saisine tribunal ou Autorité de Contrôle	Recours au Pénal
Réputation	Au niveau interne	Au niveau des prestataires et/ou des participants	au niveau adhérents et/ou régional	Au niveau national et/ou médiatique
Qualité / Efficacité	Altération légère des délais	altération légère de la qualité	Altération importante des délais et/ou de la qualité	Service non fourni
Échelle d'occurrence	Exceptionnel	Rare	Possible	Fréquente
Critère quantitatif	plus de 3 ans ou moins de 1%	de 1 à 3 ans ou moins de 5%	de 6 mois à 1 ans ou moins de 10%	moins de 6 mois ou plus de 10%

### Niveau du risque net

Impact	Fort	Modéré	Majeur	Majeur	Majeur
	Elevé	Modéré	Modéré	Majeur	Majeur
	Modéré	Mineur	Modéré	Modéré	Majeur
	Faible	Mineur	Mineur	Modéré	Modéré
		Faible	Modéré	Elevé	Fort
		Occurrence			

Libellé	Définition	Propriétaire du Risque	Indicateur / Valorisation	Mesure de réduction de risque	Niveau du Risque Net	Axe d'amélioration
<b>Risque de Recrutement</b>	Difficulté à trouver le profil recherché dans le délai imparti pour que les opérations se poursuivent normalement.	Comité	A dire d'expert	Etablissement d'un profil d'emploi précis qui permet de trier les CV; Entretiens préalables et périodes d'essai (étape valable pour les recrutements internes et externes); Appel à des cabinets de recrutements; Accompagnement des nouveaux collaborateurs dans leur prise de poste.	Modéré	Meilleure Identification des besoins; Diversification des canaux de recrutement; Amorcer le recrutement dès la connaissance de la date de départ
<b>Risque de Compétence</b>	Inadéquation entre les ressources humaines utilisées pour l'achèvement d'un processus et les capacités nécessaires à la bonne réalisation de ce même processus.	Comité	Nombre de départ par an A dire d'expert	· Chaque collaborateur doit documenter l'ensemble de ses tâches selon des procédures ou modes opératoires. · Mise en place de plan de formation pour mutualiser et mettre à niveau les compétences. · Contact avec des prestataires externes pour sous-traiter certaines missions.	Modéré	· Développement des formations internes pour un meilleur transfert du savoir-faire, · Documentation de l'ensemble des activités.
<b>Risque d'Absentéisme</b>	Impact sur l'activité d'un absentéisme élevé. Il englobe le coût du remplacement des absents, la désorganisation induite, le temps de formation des remplaçants, l'augmentation des délais....	Comité	Taux d'absentéisme	- Prévention, - Organisation du poste de travail, - Accompagnement par la médecine du travail.	Modéré	La réalisation de ce risque oblige au développement de la polyvalence des collaborateurs.
<b>Risque de rémunération</b>	Inadéquation de la rémunération perçue par les collaborateurs.	DE	A dire d'expert	Définition d'une politique de rémunération	Mineur	Risque de ne pouvoir recruter les bonnes compétences si la rémunération proposée est inférieure aux standards de marché.
<b>Risque de Relations Sociales</b>	Conséquences d'un mauvais climat social dans l'entreprise Litiges avec le personnel	DE	A dire d'expert	Election de délégués du personnel Présence d'une déléguée syndicale	Mineur	
<b>Risque de défaillance d'un adhérent</b>	Défaillance d'un partenaire.	SC	A dire d'expert : impayés pour les adhérents du contrat collectif		Mineur	
<b>Risque de défaillance d'un participant au titre d'un contrat individuel</b>	Défaillance d'un partenaire.	SJ	A dire d'expert : impayés pour les adhérents au contrat individuel		Mineur	
<b>Risque de Diffusion des produits</b>	Ce risque provient de la non diffusion par les adhérents des informations relatives aux garanties	DE	A dire d'expert : Coût (prestations & provisions) des dossiers arrivés tardivement	Rappel régulier sur tous les supports de l'Institution des informations relatives aux adhésions individuelles, aux obligations d'informations de l'employeur, aux délais ...	Modéré	Définir un nouveau plan de formation ou d'information des adhérents
<b>Risque de connaissance des besoins clients</b>	Ne pas proposer aux adhérents, les garanties et prestations attendues	CA	A dire d'expert	Echange avec la Commission Paritaire et processus de gouvernance institutionnelle	Mineur	
<b>Risque de Défaillance</b>	Difficultés générées par la défaillance d'un prestataire de services ou d'un fournisseur (ex : non mise à jour d'un logiciel, interruption d'un service,...)	Comité	A dire d'expert	La procédure de mise en concurrence permet de sélectionner la contrepartie qui offre les meilleures garanties de service	Mineur	Procéder à une évaluation périodique de la solidité financière des fournisseurs pour lesquels un engagement annuel, voire pluriannuel a été contractualisé.

Libellé	Définition	Propriétaire du Risque	Indicateur / Valorisation	Mesure de réduction de risque	Niveau du Risque Net	Axe d'amélioration
<b>Risque de Contractualisation</b>	Conséquences sur l'activité d'un manque dans les contrats signés.	SJ	A dire d'expert	Faire relire l'ensemble des contrats par le service juridique Intégration des dispositifs de maîtrise des risques au sein des contrats	Mineur	
<b>Risque de Respect des engagements</b>	Ce risque veut traduire les conséquences sur l'activité de l'Institution du non-respect des engagements.	Comité	A dire d'expert	Mise en place de suivi régulier des interventions ou des travaux effectués selon un calendrier à définir en fonction de la nature des opérations externalisées (comité de pilotage).	Mineur	Prévoir des audits externes ou des questionnaires annuels de contrôle de l'activité des sous-traitants.
<b>Fraude Interne</b>	Utilisation de son emploi afin de s'enrichir personnellement tout en abusant ou détournant délibérément des ressources ou actifs de l'entreprise.	DE	A dire d'expert	Application du principe des 4 yeux dans la liquidation des prestations, mises en place des procédures de mises en concurrence et d'ordonnancement des paiements.	Mineur	
<b>Fraude Externe</b>	Utilisation, par une personne extérieure à l'Institution, des ressources de l'Institution dans un but d'enrichissement personnel.	ST. (prestations) SC ("fraude président")	A dire d'expert	Existence de procédures de contrôles et de validations des dossiers avant paiement. Existence d'un système d'ordonnancement des paiements. Poursuite en justice des cas détectés.	Modéré	L'occurrence et l'impact du risque sont augmentés de 1 à 2 du fait de l'acceptation de copies en lieu et place d'originaux. La qualité du contrôle est diminuée. Une évaluation précise devra être menée auprès des services. La DSN devra être également utilisée pour certifier l'information reçue de l'employeur.
<b>Risque de non qualité</b>	Ensemble des événements générant un écart par rapport au processus proposé dans la démarche qualité.	DE	A dire d'expert + Base Incident	Analyse a posteriori des incidents pour détecter les sources de détérioration de la qualité et y remédier =>management action	Mineur	Du fait d'une mauvaise alimentation de la base des incidents opérationnels par les services => Les risques ne peuvent être réévalués correctement => nécessité de revoir le format et/ ou le mode de transmission
<b>Inadéquation des processus</b>	L'organisation ne permet pas de répondre de manière efficiente aux besoins opérationnels	DE	A dire d'expert	Analyse a posteriori des incidents et / ou des difficultés pour détecter les sources d'améliorations. Analyse des audits et plan d'action associé	Mineur	Du fait d'une mauvaise alimentation de la base des incidents opérationnels par les services => Les risques ne peuvent être réévalués correctement => nécessité de revoir le format et/ ou le mode de transmission
<b>Pilotage de l'activité</b>	Problèmes générés par l'incapacité à effectuer ou faire effectuer les opérations en respectant les intérêts de l'Institution	DE	A dire d'expert	Mise en place de planning Mise en place de doublon Mise en place de systèmes d'alerte	Mineur	Documentation écrite des processus sensibles ou dont l'occurrence est rare. Poursuite du développement de la polyvalence.
<b>Non coopération Inter et intra services</b>	Un manque de coopération dans un service ou entre les services impacte, principalement en termes de délai, la réalisation des opérations ou des projets	DE	A dire d'expert		Modéré	Définition précise des rôles et des responsabilités Développement du travail en projet
<b>Erreur Humaine</b>	Conséquence d'une erreur humaine dans la réalisation des opérations	Comité	A dire d'expert	Du fait de la mise en place des procédures de contrôles (a priori, a posteriori et de niveau II), le risque net est réduit	Modéré	Développer la culture de l'autocontrôle Développer le principe des quatre yeux

Libellé	Définition	Propriétaire du Risque	Indicateur / Valorisation	Mesure de réduction de risque	Niveau du Risque Net	Axe d'amélioration
<b>Fiabilité des livrables</b>	Ce risque est généré par une erreur quelle qu'elle soit, dans un livrable produit par un service (notification, relevé, courrier, Capssa news,.....)	Comité	A dire d'expert	Adopter un vocabulaire commun à toute l'Institution pour fiabiliser le contenu des livrables ; Réalisation de contrôle d'expert interne sur les livrables (analyse des écarts, des grands agrégats, des extrêmes, balance carré...); Analyse des écarts entre deux versions d'un même document; Audit pratiquée à période régulière sur les livrables majeurs	Modéré	Formaliser l'ensemble des contrôles pour éviter les redondances et organiser les contrôles par transitions
Fiabilité des données	Risque est généré par une erreur quelle qu'elle soit, dans une donnée utilisée pour une opération	Comité	A dire d'expert	Du fait de la mise en place du dictionnaire de données et de la charte de gouvernance des données, ce risque sera réduit.	Majeur	L'occurrence et l'impact net du risque sont augmentés de 2 à 3 du fait : - de l'absence de MAJ du dictionnaire des données, - de l'absence de revues des contrôles embarqués, - de l'évolution des attendus ACPR => nécessité de revoir et de manager le dispositif (y compris la politique, la documentation et les plans de contrôles).
<b>Insuffisance des données</b>	Absence des données nécessaires à la réalisation des opérations y compris maîtrise des risques et respect des exigences réglementaires	Comité	A dire d'expert	Travail de veille (évolutions métiers et /ou réglementaires) et d'identification des données pour élaborer des mesures d'estimations ou de récupérations	Mineur	documentation des règles retenues, des sources et méthodes de calcul
<b>Planification / Organisation</b>	Généré par la non-réalisation ou la mauvaise réalisation des traitements informatiques récurrents (batches).	SI	A dire d'expert	Mise en place de planning de lancement des travaux récurrents Présence a minima de 2 collaborateurs du SI dont un spécialisé sur l'AS 400	Modéré	Analyse des éventuels non-traitements de travaux informatiques
<b>Conception / Acquisition Application</b>	Fait suite à un problème dans la conception d'une application ou d'un programme, l'achat d'un logiciel/ progiciel.	DE	A dire d'expert	Mise en place de planning des travaux, Mise en place de recette applicative ou logicielle/progicielle. Privilegé donné aux outils sans développement interne et avec contrat de maintenance.	Modéré	Mise en place d'un processus de pilotage dédié à la gestion des projets transversaux. Formation interne sur la gestion des projets aux salariés concernés. Faire adhérer les contributeurs à la construction des plannings, à la définition des contraintes des projets (ressources, temps) et à la définition des livrables.
<b>Distribution / Exploitation yc maintenance</b>	Indisponibilité des systèmes du fait d'une panne réseau matériel ou serveurs	SI	A dire d'expert	Existence d'un cœur de réseau conforme aux bonnes pratiques et d'une infrastructure virtualisée et redondée; Existence d'un plan de secours informatique global; Existence d'une stratégie validée annuellement d'accès à distance aux ressources informatiques (VDI); Existence d'un processus d'intégration à la stratégie de secours informatique des nouveaux logiciels / progiciels acquis	Modéré	

Libellé	Définition	Propriétaire du Risque	Indicateur / Valorisation	Mesure de réduction de risque	Niveau du Risque Net	Axe d'amélioration
<b>Continuité et reprise d'activité</b>	Conséquences d'une interruption de l'activité de l'Institution.	SI DE	A dire d'expert	Mise en place d'un Plan de continuité de l'activité / Plan de secours informatique	Mineur	Ecrire le plan de reprise de l'activité ; Procéder à une révision régulière des plans de secours informatiques Réaliser avec les métiers, un test global du scenario 2 (un test réduit a été réalisé le 13/10/2016).
<b>Sécurité des systèmes d'information et des données</b>	Conséquences d'une défaillance des systèmes d'information ou d'une intervention externe hostile (attaque virale)	SI	A dire d'expert	Existence d'une politique de gestion des droits d'accès (sécurité logique) ; Existence d'un plan de sauvegarde informatique ; Existence d'anti-virus, de firewalls pour l'ensemble des services sous-traités ; Existence d'un bridage d'accès aux sites internet potentiellement malveillants ; Sauvegarde dans un coffre-fort bancaire des sauvegardes hebdomadaires et mensuelles	Mineur	Faire vivre les outils décrits dans la politique validée en juillet 2015 et revue fin 2016.
<b>Sécurité des biens et des personnes</b>	Conséquences d'une défaillance de la sécurité physique des actifs matériels et des salariés.	DE	A dire d'expert	Mise en place d'horaire & vigile Entretien des systèmes de sécurité de l'immeuble	Mineur	Procédé à une révision régulière de l'organisation et renforcement éventuel des moyens de protection (pour info : Mise en place d'un onduleur dans la salle informatique en 2016) Revue des plans d'assurance de l'Institution.
<b>Risque de non-conformité</b>	Cf. cartographie du risque de non-conformité	Conf.	A dire d'expert	Cf. cartographie du risque de non-conformité	Modéré	Cf. cartographie du risque de non-conformité
<b>Risque de tarification</b>	Risque que les taux d'entrée dans le risque soit supérieurs aux attentes.	CA	Utilisation de la FS	Ajustement des tarifs et des garanties après validation par les instances de l'Institution.	Majeur	Poursuite des travaux relatifs à la surveillance du portefeuille : Boni-mali, suffisance, S/P; Mise en place d'indicateurs trimestriels
<b>Risque de mortalité</b>	Risque de changement défavorable de la valeur des engagements, résultant de changements dans le niveau ou l'évolution des taux de mortalité.	Act	SCR associé de la formule standard	La réduction du risque ne pourra se faire qu'a posteriori au travers de l'ajustement des tarifs et des garanties après validation par les instances de l'Institution.	Majeur	Mise à jour des études réalisées
<b>Risque de longévité</b>	Risque de changement défavorable de la valeur des engagements, résultant de changements dans le niveau ou l'évolution des taux de mortalité.	Act	SCR associé de la formule standard	La réduction du risque ne pourra se faire qu'a posteriori au travers de l'ajustement des tarifs et des garanties après validation par les instances de l'Institution.	Majeur	Mise à jour des études réalisées
<b>Risque d'invalidité et de morbidité</b>	Au sens de S 2, ce risque correspond à une surmortalité des invalides.	Act	SCR associé de la formule standard	La réduction du risque ne pourra se faire qu'a posteriori au travers de l'ajustement des tarifs et des garanties après validation par les instances de l'Institution.	Modéré	Mise à jour des études réalisées
<b>Risque de frais de gestion</b>	Résulte de la variation adverse des frais de gestion des contrats d'assurance.	SC	SCR associé de la formule standard	Mise en place d'un processus de contrôle budgétaire	Mineur	Réaliser sur une base régulière une étude tendant à confirmer le niveau retenu des frais de gestion
<b>Risque de Révision</b>	Impact d'une révision exogène des rentes sur le provisionnement	Act	SCR associé de la formule standard	La réduction du risque ne pourra se faire qu'a posteriori au travers de l'ajustement des tarifs et des garanties après validation par les instances de l'Institution.	Majeur	Mise à jour de l'étude sur le risque de révision

Libellé	Définition	Propriétaire du Risque	Indicateur / Valorisation	Mesure de réduction de risque	Niveau du Risque Net	Axe d'amélioration
<b>Risque Catastrophe</b>	Evénements extrêmes ou irréguliers qui ne sont pas suffisamment pris en compte par les provisions.	Act	SCR associé de la formule standard	Il n'y a pas de mesures de réduction mise en place. Néanmoins l'historique tend à montrer qu'un seul évènement est survenu sur les 10 dernières années pour un montant inférieur à 1M€.	Modéré	Poursuite des travaux de veille Participation aux études du CTIP sur la mise en place d'un pool de réassurance
<b>Adéquation de la réassurance</b>	Si les traites de réassurance ne produisaient pas les effets escomptés, un risque financier naît	Act	A dire d'expert		Mineur	Du fait de l'absence de traités de réassurance, ce risque est nul
<b>Action</b>	Résulte de la volatilité ou du niveau des actions et des obligations convertibles détenues en direct ou non ainsi que des OPCVM orientées gestion alternative.	Gestion actifs	SCR associé de la formule standard	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.	Modéré	- Poursuite des travaux de sécurisations des tableaux de suivi des placements financiers- - Meilleure utilisation des données transparisées - Etudier le risque au regard du coût en SCR
<b>Immobilier</b>	Résultat de la volatilité des marchés immobiliers sur la valorisation des actifs physiques ou détenus via des structures (SCI, OPCV,...).	Gestion actifs	Valorisation des actifs réalisée annuellement par un expert indépendant	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances. Entretien des actifs physiques	Modéré	- Poursuite des travaux de sécurisations des tableaux de suivi des placements financiers- - Meilleure utilisation des données transparisées - Etudier le risque au regard du coût en SCR
<b>Taux d'intérêt</b>	Existe pour tous les actifs et passifs dont la valeur est sensible aux variations de la structure de la courbe de taux d'intérêt ou à sa volatilité. Comprend le risque de variation soudaine, ou de taux durablement bas.	Gestion actifs	SCR associé de la formule standard	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.	Majeur	Etudier le risque au regard du coût en SCR et de la durée du passif
<b>Spread</b>	Part de risque issue des instruments financiers qui est expliquée par la volatilité des spread de crédit sur la structure de la courbe de taux d'intérêt sans risque.	Gestion actifs	SCR associé de la formule standard	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.	Majeur	La remontée des taux implique une augmentation en terme d'occurrence d'élargissement des spreads (passage de 1 à 2)
<b>Devises</b>	Impact d'une variation des taux de change par rapport à la devise dans laquelle l'entreprise établit ses comptes.	Gestion actifs	SCR associé de la formule standard	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances, même si le risque est faible En effet, l'Institution ne détenant pas de titres libellés en monnaie étrangère, le risque comptable direct est nul.	Mineur	Meilleure utilisation des données transparisées conduit à augmenter l'impact brut de 1 à 2.
<b>Concentration</b>	Risque d'accumulation des expositions avec les mêmes contreparties.	Gestion actifs	SCR associé de la formule standard	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.	Modéré	Meilleure utilisation des données transparisées
<b>Risque de contrepartie</b>	Risque de pertes dues à un défaut inattendu ou de détérioration de la notation des contreparties ou des débiteurs sur les 12 prochains mois.	Gestion actifs	SCR associé de la formule standard		Mineur	Sécuriser les tableaux de suivi des placements financiers Etudier le risque au regard du coût en SCR
<b>Liquidité</b>	Provient de la difficulté à liquider, vendre, rapidement des actifs, ce qui peut générer des problèmes de trésorerie.	Gestion actifs	A dire d'expert		Mineur	Du fait de sa stratégie d'investissement, le risque est modéré

Libellé	Définition	Propriétaire du Risque	Indicateur / Valorisation	Mesure de réduction de risque	Niveau du Risque Net	Axe d'amélioration
<b>Risque Souverain</b>	Le risque pays, ou risque souverain, est la probabilité qu'un pays n'assure pas le service de sa dette extérieure.	Gestion actifs	Externe via agence de notation	Réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.	Mineur	Sécuriser les tableaux de suivi des placements financiers Etudier le risque au regard du coût en SCR
<b>Stratégie de l'entreprise</b>	Déficiences de pilotage, mauvaise interprétation ou utilisation des reportings Absence de prospective sur les enjeux	CA, DE	A dire d'expert	Mise en place de processus de décision basés sur le principe des 4 yeux.	Mineur	
<b>Gouvernance</b>	Consécutif à un défaut d'application de la réglementation relative à la gouvernance	CA, DE	A dire d'expert	Mise en place de plan de formations pour les administrateurs Mise en place de bureau Mise en place d'un comité d'Audit	Mineur	
<b>Communication Externe</b>	Conséquence d'une mauvaise communication	CA, DE	A dire d'expert	Choix des canaux de communication, Relecture systématique des interviews ou articles	Mineur	
<b>Pilotage des risques</b>	Inadéquation dans les processus d'identification et de suivi des risques,	GRE	A dire d'expert	Mise en place d'une base incident, Mise en place d'un comité des risques, Réalisation annuelle d'un processus ORSA	Mineur	
<b>Réputation</b>	Risque liés à une perception négative de l'institution,	SJ	A dire d'expert	Faire connaître les actions pour mettre fin à ces états de fait (ex : demande de suppression des déclarations intempestives)	Modéré	Mettre en place une veille sur les réseaux sociaux
<b>Recommandation</b>	Risque de non-reconduction de la recommandation	CA, DE	A dire d'expert		Majeur	Augmentation de l'occurrence du fait du rapprochement de la date de réexamen de la recommandation
<b>Tutelles et Régulateurs</b>	Risque de perte de l'agrément	CA, DE	A dire d'expert	Mise en place de l'ensemble des procédures qui pérennisent l'activité	Mineur	
<b>Economiques, Politiques et Réglementaires</b>	Impact d'un changement non anticipé de l'environnement dans lequel évolue l'Institution :	CA, DE	A dire d'expert	Mise en place d'une veille pour améliorer l'anticipation des mesures	Majeur	Probabilité croissante d'une nouvelle réforme des retraites et nécessité de l'anticiper dans le BP de l'institution.

## ANNEXE 2 Etats de reportings annuels produits

### S.01.02.01

#### Basic Information - General

### S.01.02.01.01

#### Basic Information - General

		C0010
Undertaking name	R0010	CAISSE PREVOYANCE AGENT SEC SOCIAL ASSIM
Undertaking identification code	R0020	LEI/969500CI10TBNC9WDS34
Type of undertaking	R0040	Undertakings pursuing both life and non-life insurance activity
Country of authorisation	R0050	FRANCE
Language of reporting	R0070	French
Reporting submission date	R0080	19/05/2017
Reporting reference date	R0090	31/12/2016
Regular/Ad-hoc submission	R0100	Regular reporting
Currency used for reporting	R0110	EUR
Accounting standards	R0120	Local GAAP
Method of Calculation of the SCR	R0130	Standard formula
Use of undertaking specific parameters	R0140	Don't use undertaking specific parameters
Ring-fenced funds	R0150	Not reporting activity by RFF
Matching adjustment	R0170	No use of matching adjustment
Volatility adjustment	R0180	No use of volatility adjustment
Transitional measure on the risk-free interest rate	R0190	No use of transitional measure on the risk-free interest rate
Transitional measure on technical provisions	R0200	No use of transitional measure on technical provisions
Initial submission or re-submission	R0210	Initial submission

## S.02.01.01

### Balance sheet

## S.02.01.01.01

### Balance sheet

		Solvency II value
		C0010
<b>Assets</b>		
Goodwill	R0010	
Deferred acquisition costs	R0020	
Intangible assets	R0030	0
Deferred tax assets	R0040	6 730 628
Pension benefit surplus	R0050	0
Property, plant & equipment held for own use	R0060	11 065 747
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	1 002 779 544
Property (other than for own use)	R0080	0
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	0
Equities	R0100	0
Equities - listed	R0110	0
Equities - unlisted	R0120	0
Bonds	R0130	51 011 614
Government Bonds	R0140	0
Corporate Bonds	R0150	31 463 696
Structured notes	R0160	19 547 918
Collateralised securities	R0170	0
Collective Investments Undertakings	R0180	941 120 370
Derivatives	R0190	0
Deposits other than cash equivalents	R0200	10 647 560
Other investments	R0210	0
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220	0
Loans and mortgages	R0230	0
Loans on policies	R0240	0
Loans and mortgages to individuals	R0250	0
Other loans and mortgages	R0260	0
Reinsurance recoverables from:	R0270	0
Non-life and health similar to non-life	R0280	0
Non-life excluding health	R0290	0
Health similar to non-life	R0300	0
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310	0
Health similar to life	R0320	0
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330	0
Life index-linked and unit-linked	R0340	0
Deposits to cedants	R0350	0
Insurance and intermediaries receivables	R0360	5 363 443
Reinsurance receivables	R0370	0
Receivables (trade, not insurance)	R0380	1 157 752
Own shares (held directly)	R0390	0
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400	0
Cash and cash equivalents	R0410	1 141 634
Any other assets, not elsewhere shown	R0420	166 335
<b>Total assets</b>	<b>R0500</b>	<b>1 028 405 083</b>

# S.02.01.01

## Balance sheet

# S.02.01.01.01

## Balance sheet

		Solvency II value
		C0010
<b>Liabilities</b>		
Technical provisions – non-life	R0510	-16 065 099
Technical provisions – non-life (excluding health)	R0520	0
Technical provisions calculated as a whole	R0530	0
Best Estimate	R0540	0
Risk margin	R0550	0
Technical provisions - health (similar to non-life)	R0560	-16 065 099
Technical provisions calculated as a whole	R0570	0
Best Estimate	R0580	-16 685 899
Risk margin	R0590	620 800
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	R0600	836 740 543
Technical provisions - health (similar to life)	R0610	366 372 226
Technical provisions calculated as a whole	R0620	0
Best Estimate	R0630	362 941 242
Risk margin	R0640	3 430 985
Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked)	R0650	470 368 316
Technical provisions calculated as a whole	R0660	0
Best Estimate	R0670	460 729 085
Risk margin	R0680	9 639 231
Technical provisions – index-linked and unit-linked	R0690	0
Technical provisions calculated as a whole	R0700	0
Best Estimate	R0710	0
Risk margin	R0720	0
Other technical provisions	R0730	
Contingent liabilities	R0740	0
Provisions other than technical provisions	R0750	479 025
Pension benefit obligations	R0760	577 851
Deposits from reinsurers	R0770	0
Deferred tax liabilities	R0780	6 730 628
Derivatives	R0790	0
Debts owed to credit institutions	R0800	3 422 046
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	R0810	0
Insurance & intermediaries payables	R0820	1 280
Reinsurance payables	R0830	0
Payables (trade, not insurance)	R0840	3 207 275
Subordinated liabilities	R0850	0
Subordinated liabilities not in Basic Own Funds	R0860	0
Subordinated liabilities in Basic Own Funds	R0870	0
Any other liabilities, not elsewhere shown	R0880	-278
<b>Total liabilities</b>	<b>R0900</b>	<b>835 093 272</b>
<b>Excess of assets over liabilities</b>	<b>R1000</b>	<b>193 311 811</b>

**S.23.01.01**  
Own funds

**S.23.01.01.01**  
Z Axis:  
VG/Solvency II

Own funds

		Total	Tier 1 - unrestricted	Tier 1 - restricted	Tier 2	Tier 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
<b>Basic own funds before deduction for participations in other financial sector as foreseen in article 68 of Delegated Regulation 2015/35</b>						
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	0	0		0	
Share premium account related to ordinary share capital	R0030	0	0		0	
Initial funds, members' contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings	R0040	0	0		0	
Subordinated mutual member accounts	R0050	0		0	0	0
Surplus funds	R0070	0				
Preference shares	R0090	0		0	0	0
Share premium account related to preference shares	R0110	0		0	0	0
Reconciliation reserve	R0130	193 311 811	193 311 811			
Subordinated liabilities	R0140	0		0	0	0
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160	0				0
Other own fund items approved by the supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180	0	0	0	0	0
<b>Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds</b>						
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds	R0220	0				
<b>Deductions</b>						
Deductions for participations in financial and credit institutions	R0230	0	0	0	0	0
<b>Total basic own funds after deductions</b>	R0290	193 311 811	193 311 811	0	0	0
<b>Ancillary own funds</b>						
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand	R0300	0			0	
Unpaid and uncalled initial funds, members' contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual - type undertakings, callable on demand	R0310	0			0	
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	R0320	0			0	0
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	R0330	0			0	0
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0340	0			0	
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0350	0			0	0
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0360	0			0	
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0370	0			0	0
Other ancillary own funds	R0390	0			0	0
<b>Total ancillary own funds</b>	R0400	0			0	0
<b>Available and eligible own funds</b>						
Total available own funds to meet the SCR	R0500	193 311 811	193 311 811	0	0	0
Total available own funds to meet the MCR	R0510	193 311 811	193 311 811	0	0	
Total eligible own funds to meet the SCR	R0540	193 311 811	193 311 811	0	0	0
Total eligible own funds to meet the MCR	R0550	193 311 811	193 311 811	0	0	
SCR	R0580	100 453 376				
MCR	R0600	36 304 200				
Ratio of Eligible own funds to SCR	R0620	192%				
Ratio of Eligible own funds to MCR	R0640	532%				

**S.23.01.01.02**

Z Axis:

VG/Solvency II

Reconciliation reserve

		C0060
<b>Reconciliation reserve</b>		
Excess of assets over liabilities	R0700	193 311 811
Own shares (held directly and indirectly)	R0710	0
Foreseeable dividends, distributions and charges	R0720	0
Other basic own fund items	R0730	0
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds	R0740	0
<b>Reconciliation reserve</b>	R0760	193 311 811
<b>Expected profits</b>		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	R0770	19 909 980
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business	R0780	16 685 899
<b>Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)</b>	R0790	36 595 879

# S.25.01.01

Solvency Capital Requirement - for undertakings on Standard Formula

## S.25.01.01.01

Z Axis:

VG/Solvency II

AO/All members

Article 112 Z0010 AO\_1

### Basic Solvency Capital Requirement

		Net solvency capital requirement	Gross solvency capital requirement	Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios
		C0030	C0040	C0050
Market risk	R0010	0	105 102 875	0
Counterparty default risk	R0020	0	2 118 753	0
Life underwriting risk	R0030	2 336 049	42 692 178	0
Health underwriting risk	R0040	19 643 251	30 423 005	0
Non-life underwriting risk	R0050	0	0	0
Diversification	R0060	-1 625 965	-44 396 365	
Intangible asset risk	R0070	0	0	
<b>Basic Solvency Capital Requirement</b>	<b>R0100</b>	<b>20 353 335</b>	<b>135 940 446</b>	

## S.25.01.01.02

Z Axis:

AO/All members

Article 112 Z0010 AO\_1

### Calculation of Solvency Capital Requirement

		Value
		C0100
Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0120	0
Operational risk	R0130	3 919 293
Loss-absorbing capacity of technical provisions	R0140	-39 406 363
Loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0150	0
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2009/138/EC	R0160	0
<b>Solvency Capital Requirement excluding capital add-on</b>	<b>R0200</b>	<b>100 453 376</b>
Capital add-on already set	R0210	0
Solvency capital requirement	R0220	100 453 376
<b>Other information on SCR</b>		
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part	R0410	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for ring fenced funds	R0420	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for matching adjustments	R0430	0
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	0
Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0450	
Net future discretionary benefits	R0460	39 406 363

### S.28.02.01

#### Minimum Capital Requirement - Both life and non-life insurance activity

### S.28.02.01.01

#### MCR components

		MCR components	
		Non-life activities	Life activities
		MCR <sub>(NL, NL)</sub> Result	MCR <sub>(NL, L)</sub> Result
		C0010	C0020
Linear formula component for non-life insurance and reinsurance obligations	R0010	5 028 594	0

### S.28.02.01.02

#### Z Axis:

#### VG/Solvency II

#### Background information

		Background information			
		Non-life activities		Life activities	
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months	Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months
		C0030	C0040	C0050	C0060
Medical expense insurance and proportional reinsurance	R0020	0	0	0	0
Income protection insurance and proportional reinsurance	R0030	0	59 159 925	0	0
Workers' compensation insurance and proportional reinsurance	R0040	0	0	0	0
Motor vehicle liability insurance and proportional reinsurance	R0050	0	0	0	0
Other motor insurance and proportional reinsurance	R0060	0	0	0	0
Marine, aviation and transport insurance and proportional reinsurance	R0070	0	0	0	0
Fire and other damage to property insurance and proportional reinsurance	R0080	0	0	0	0
General liability insurance and proportional reinsurance	R0090	0	0	0	0
Credit and suretyship insurance and proportional reinsurance	R0100	0	0	0	0
Legal expenses insurance and proportional reinsurance	R0110	0	0	0	0
Assistance and proportional reinsurance	R0120	0	0	0	0
Miscellaneous financial loss insurance and proportional reinsurance	R0130	0	0	0	0
Non-proportional health reinsurance	R0140	0	0	0	0
Non-proportional casualty reinsurance	R0150	0	0	0	0
Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance	R0160	0	0	0	0
Non-proportional property reinsurance	R0170	0	0	0	0

### S.28.02.01.03

#### Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations

		Non-life activities	Life activities
		MCR <sub>(L, NL)</sub> Result	MCR <sub>(L, L)</sub> Result
		C0070	C0080
Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations	R0200	0	31 275 606

#### S.28.02.01.04

Z Axis:

VG/Solvency II

Total capital at risk for all life (re)insurance obligations		Non-life activities		Life activities	
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a	Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk	Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a	Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk
		C0090	C0100	C0110	C0120
Obligations with profit participation - guaranteed benefits	R0210	0		0	
Obligations with profit participation - future discretionary ben	R0220	0		0	
Index-linked and unit-linked insurance obligations	R0230	0		0	
Other life (re)insurance and health (re)insurance obligations	R0240	0		823 670 327	
Total capital at risk for all life (re)insurance obligations	R0250		0		19 969 327 815

#### S.28.02.01.05

Z Axis:

VG/Solvency II

Overall MCR calculation

		C0130
Linear MCR	R0300	36 304 200
SCR	R0310	100 453 376
MCR cap	R0320	45 204 019
MCR floor	R0330	25 113 344
Combined MCR	R0340	36 304 200
Absolute floor of the MCR	R0350	6 200 000
Minimum Capital Requirement	R0400	36 304 200

#### S.28.02.01.06

Z Axis:

VG/Solvency II

Notional non-life and life MCR calculation

		Non-life activities	Life activities
		C0140	C0150
Notional linear MCR	R0500	5 028 594	31 275 606
Notional SCR excluding add-on (annual or latest calculation)	R0510	13 914 071	86 539 305
Notional MCR cap	R0520	6 261 332	38 942 687
Notional MCR floor	R0530	3 478 518	21 634 826
Notional Combined MCR	R0540	5 028 594	31 275 606
Absolute floor of the notional MCR	R0550	2 500 000	3 700 000
Notional MCR	R0560	5 028 594	31 275 606